

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA REGLEMENTATION

TEXTES RELATIFS AUX FONDS DU SECTEUR AGRICOLE

JANVIER 2013

SOMMAIRE

I - FNDIA

LOIS

- **Loi n°05-05 du 25 juillet 2005** portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 28. **JORA N°52 du 26.07.2005 ; Page 7**
- **Ordonnance n°09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009** portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 89. **JORA N°44 du 26.07.2009; Page 16**
- **Loi n°11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011** portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 45. **JORA N°40 du 20.07.2011; Page 4**

DECRETS EXECUTIFS

- **Décret exécutif n°05-413 du 25 octobre 2005** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ». **JORA N°72 du 02.11.2005; Page 10**
- **Décret exécutif n°10-81 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010** modifiant et complétant le décret exécutif n°05-413 du 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « fonds national de développement de l'investissement agricole ». **JORA N°15 du 7 mars 2010 ; Page 6**
- **Décret exécutif n° 12-08 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012** complétant le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ». **JORA N°5 du 29 janvier 2012 ; Page 25**

ARRETES INTERMINISTERIELS

- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ». **JORA N°44 du 04.07.2006 ; Page 18**

- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ». **JORA N°44 du 04.07.2006 ; Page 21**
- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** désignant l'institution financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur les comptes d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » et n°302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole ». **JORA N°45 du 09.07.2006 ; Page 24**
- **Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » . **JORA N°11 du 20.02.2011 ; Page 16**
- **Arrêté interministériel du 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé " Fonds national de développement de l'investissement agricole ". **JORA N°56 du 11.10.2012 ; Page 23**
- d'affectation spéciale n°306-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) », ainsi que les modalités de paiement des subventions.

II - FNRPA

LOI - ORDONNANCE

- **Loi n°05-05 du 25 juillet 2005** portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 29. **JORA N°52 du 26.07.2005 ; Page 8**
- **Ordonnance n°08-02 du 21 Rajeb 1429 correspondant au 24 juillet 2008** portant loi de finances complémentaire pour 2008 notamment son article 56. **JORA N°42 du 27 .07. 2008. Page 15**
- **Ordonnance n°09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009** portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 90. **JORA N°44 du 26.07.2009; Page 16**
- **Loi n°11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011** portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 45. **JORA N°40 du 20.07.2011; Page 4**

DECRET EXECUTIF

- **Décret exécutif n°05-415 du 25 octobre 2005** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole ». **JORA N°72 du 02.11.2005 ; Page 12.**
- **Décret exécutif n° 09-149 du 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009** complétant le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ». **JORA N°26 du 3 mai 2009 ; Page 26**
- **Décret exécutif n°10-80 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010** modifiant et complétant le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ». **JORA N°15 du 7 mars 2010 ; Page 6**

ARRETES INTERMINISTERIELS

- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole » **JORA N°44 du 04.07.2006 ; Page 21**

- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole » **JORA N°44 du 04.07.2006 ; Page 22**
- **Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006** désignant l'institution financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur les comptes d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « fonds national de développement de l'investissement agricole » et n°302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole » **JORA N°45 du 09.07.2006 ; Page 24**
- **Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » . **JORA N°11 du 20.02.2011 ; Page 17**
- **Arrêté interministériel du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé " Fonds national de régulation de la production agricole ". **JORA N°56 du 11.10.2012 ; Page 22**

III - FLDDPS

ORDONNANCE

- **Ordonnance n°02-01 du 25 février 2002** portant loi de finances complémentaire pour 2002, notamment son article 8. **JORA N° 15 du 28-02-2002**
- **Ordonnance n°09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009** portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 91. **JORA N°44 du 26.07.2009; Page 16**
- **Loi n°11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011** portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 43. **JORA N°40 du 20.07.2011; Page 4**

DECRET EXECUTIF

- **Décret exécutif n°02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-109 intitulé « fonds de lutte contre la désertification et développement du pastoralisme de la steppe » FLDDPS. **JORA N° 51 du 24-07-2002**
- **Décret exécutif n°10-82 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010** modifiant et complétant le décret exécutif n°02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-109 intitulé « fonds de lutte contre la désertification et développement du pastoralisme de la steppe » FLDDPS. **JORA N°15 du 7 mars 2010 ; Page 7**
- **Décret exécutif n° 12-06 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012** complétant le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ». **JORA N°5 du 29 janvier 2012 ; Page 24**

ARRETE INTERMINISTERIEL

- **Arrêté interministériel n°329 du 21 août 2002** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-109 intitulé « fonds de lutte contre la désertification et développement du pastoralisme de la steppe » FLDDPS. **JORA N° 67 du 13-10-2002. Page 31**

- **Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 12 Joumada Ethania 1423 correspondant au 21 août 2002 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ». **JORA N°11 du 20 février 2011. Page 15**
- **Arrêté interministériel du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012** fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » . **JORA N°56 du 11.10.2012 ; Page 21.**

IV - FDRMVTC

LOI - ORDONNANCE

- **Loi n°02-11 du 24 décembre 2002** portant loi de finances pour 2003, notamment son article 118 et 119. **JORA N° 86 du 25-12-2002**
- **Ordonnance n°09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009** portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 92. **JORA N°44 du 26.07.2009; Page 16**
- **Loi n°11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011** portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 44. **JORA N°40 du 20.07.2011; Page 4**

DECRET EXECUTIF

- **Décret exécutif n°03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-111 intitulé « fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ». **JORA N°23 du 02 .04. 2003. Page 18**
- **Décret exécutif n°10-83 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010** modifiant et complétant le décret exécutif n°03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-111 intitulé « fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ». **JORA N°15 du 7 mars 2010 ; Page 8**
- **Décret exécutif n° 12-07 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012** complétant le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession». **JORA N°5 du 29 janvier 2012 ; Page 24**

ARRETE INTERMINISTERIEL

- **Arrêté interministériel du 15 avril 2003** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-111 intitulé « fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ». **JORA N°36 du 08.06.03. Page 17**

- **Arrêté interministériel du 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011**, complétant l'arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » . **JORA N°47 du 29.08.12. Page 11**

V - FPZPP

LOIS

- **Loi n°99-11 du 23 décembre 1999** portant loi de finances pour 2000, notamment ses articles 89 et 95. **JORA N°92 du 25.12.1999.**
- **Loi n°01-21 du 22 décembre 2001** portant loi de finances pour 2002, notamment son article 225. **JORA N°79 du 23.12.2001.**

DECRETS EXECUTIFS

- **Décret exécutif n°2000-119 du 30 mai 2000** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-071 intitulé « fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire-FPZPP ». **JORA N°31 du 04.06.2000. Page 7**
- **Décret exécutif n°2002-264 du 19 août 2002** modifiant et complétant le décret exécutif n°2000-119 du 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-071 intitulé « fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire- FPZPP ». **JORA N°57 du 25.08.2002. Page 4**

ARRETE INTERMINISTERIEL

- **Arrêté interministériel du 25 juin 2000** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n°302-071 intitulé « fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire- FPZPP ». **JORA N°53 du 27.08.2000. Page 21**
- **Arrêté interministériel du 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011** modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé «Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire». **JORA N°26 du 8 mai 2011. Page 23**
- **Arrêté interministériel du 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012** fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » . **JORA N°56 du 11.10.2012 ; Page 24**

VI - FSAEPEA

ORDONNANCE

- **Ordonnance n°08-02 du 21 Rajeb 1429 correspondant au 24 juillet 2008** portant loi de finances complémentaire pour 2008 notamment son article 52. **JORA N°42 du 27 .07. 2008. Page 14**
- **Ordonnance n°09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009** portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 93. **JORA N°44 du 26.07.2009; Page 17**
- **Loi n°11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011** portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 46. **JORA N°40 du 20.07.2011; Page 4**

DECRETS EXECUTIFS

- **Décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009** fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ». **JORA N°26 du 3 mai 2009 ; Page 26**
- **Décret exécutif n°10-79 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010** modifiant et complétant le décret exécutif n°09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ». **JORA N°15 du 7 mars 2010 ; Page 5**
- **Décret exécutif n° 12-09 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012** complétant le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ». **JORA N°5 du 29 janvier 2012 ; Page 25**

ARRETE INTERMINISTERIEL

- **Arrêté interministériel du 7 Rabie El Aouel 1433 correspondant au 30 janvier 2012** déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles ». **JORA N°56 du 21.10. 2012 ; Page 17**

- **Arrêté interministériel du 7 Chaâbane 1433 correspondant au 27 juin 2012** fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles » . **JORA N°56 du 21.10.2012 ; Page 19**

V - FGCA

DECRETS EXECUTIFS

- **Décret exécutif n° 12-251 du 15 Rajab 1433 correspondant au 5 juin 2012** déterminant l'organisation et le fonctionnement du fonds de garantie contre les calamités agricoles. **JORA N°36 du 13.06.2012 .Page 25**

— les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;

— la bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long termes, y compris ceux destinés au matériel agricole acquis dans le cadre de la formule « leasing » ;

— les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Sont éligibles au soutien sur le fonds national de développement de l'investissement agricole :

— les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;

— les entreprises économiques intervenant dans les activités de production agricole, de valorisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 29. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— les dotations du budget de l'Etat ;

— les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances.

— toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

— les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence ;

— les subventions destinées à la régulation des produits agricoles.

Sont éligibles au soutien sur le fonds national de régulation de la production agricole :

— les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;

— les entreprises économiques intervenant dans les activités liées à la valorisation des produits agricoles.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 30. — Les dispositions de l'article 78 de la loi n° 04-21 du 17 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 78. — Le compte d'affectation spéciale du Trésor(sans changement jusqu'à) est clôturé à la date du 31 décembre 2006 et son solde est versé au compte de résultats du Trésor.

.....(le reste sans changement)..... ».

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES APPLICABLES AUX OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Art. 31. — Les prêts octroyés par les établissements de crédit pour la reconstruction d'habitations en remplacement des chalets réalisés suite au séisme de l'année 1980, notamment dans les wilayas de Chlef et de Aïn Defla, ouvrent droit à une bonification du taux d'intérêt.

Le niveau et les modalités d'octroi de cette bonification sont fixés par voie réglementaire.

Le coût de financement de cette bonification sera imputé sur le compte d'affectation spéciale n° 302-062 intitulé « bonification du taux d'intérêt ».

Art. 32. — Les financements octroyés par les établissements de crédit pour la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer ouvrent droit à une bonification du taux d'intérêt.

Le niveau et les modalités d'octroi de cette bonification sont fixés par voie réglementaire.

Le coût de financement de cette bonification sera imputé sur le compte d'affectation spéciale n° 302-062 intitulé « Bonification du taux d'intérêt ».

Art. 33. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Jomada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

2) Un crédit de deux mille huit cent treize milliards trois cent dix sept millions cent mille dinars (2.813.317.100.000 DA), pour les dépenses d'équipement à caractère définitif, réparti par secteur conformément à l'état "C" annexé à la présente loi ».

Art. 88. — Les dispositions de l'article 55 de la loi n° 08-21 du 2 Moharam 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 55. — Il est prévu, au titre de l'année 2009, un plafond d'autorisation de programme d'un montant de trois mille deux cent trente et un milliards cent vingt quatre millions cent mille dinars (3.231.124.100.000 DA) réparti par secteur conformément à l'état « C » annexé à la présente loi.

Ce montant couvre le coût des réévaluations du programme en cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2009.

Les modalités de répartition sont fixées, en tant que de besoin, par voie réglementaire ».

CHAPITRE II

DIVERS BUDGETS

Section 1

Budget annexe (Pour mémoire)

Section 2

Autres budgets (Pour mémoire)

CHAPITRE 3

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 89. — Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 28. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la bonification (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement des investissements agricoles (FNDIA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (Le reste sans changement).....

Art. 90. — Les dispositions de l'article 29 de la loi n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 29. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la couverture (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 91. — Les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance n° 02-01 du 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 8. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles et/ou le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 45. — Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Jouamda Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, complétées par l'article 89 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 28. — Le compte d'affectation spéciale du Trésor n° 302-067 intitulé (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles.

Les dépenses prévues ci-dessus (le reste sans changement)

Art. 46. — Les dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, complétées par l'article 93 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 52. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-126 (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles (FSAEPEA).

..... (sans changement)

..... (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 47. — Les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 68. — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public aux clubs professionnels de football ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— une dotation du budget de l'Etat,

— 1 % des revenus des stades réservés aux rencontres de l'équipe nationale ainsi qu'aux clubs professionnels de football,

— 2 % des revenus de sponsoring de la fédération algérienne et de l'équipe nationale ainsi que des clubs professionnels de football,

— les dons et legs.

En dépenses :

Sous réserve des dispositions des articles 52 et 53 de la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, le financement du soutien public aux clubs professionnels de football, à travers la couverture des dépenses liées :

— aux études (sans changement)

— au financement de 80 % (sans changement)...

— à l'acquisition d'autobus ;

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge totale (sans changement).... ;

— à la rémunération (sans changement) ;

— au financement du Fonds de roulement du club professionnel de football, pour un montant de 25 millions de dinars annuellement à titre exceptionnel et pour une période de quatre (4) années à compter de la publication de la présente loi au *Journal officiel* ; 50 % de ce financement doit être consacré à l'encadrement, à la formation, à la création d'écoles et de centres de formation et de publicité ainsi qu'au perfectionnement des connaissances des encadreurs de clubs sportifs.

— l'ordonnateur (sans changement) ».

Art. 6. — Le total des remises partielles successives ne peut dépasser le tiers (1/3) de la peine prononcée à l'encontre des condamnés définitivement en matière criminelle, à l'exception des détenus âgés de plus de soixante-cinq (65) ans.

Art. 7. — Le total des remises partielles successives ne peut dépasser la moitié (1/2) de la peine prononcée à l'encontre des condamnés définitivement en matière délictuelle, à l'exception des détenus âgés de plus de soixante-cinq (65) ans.

Art. 8. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux personnes ayant bénéficié du régime de la libération conditionnelle.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux personnes condamnées par les juridictions militaires.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Ramadhan 1426 correspondant au 31 octobre 2005.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Décret exécutif n° 05-412 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant le montant de l'indemnité spécifique allouée aux membres du conseil supérieur de la magistrature et les modalités de son octroi.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu la Constitution notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2),

Vu la loi organique n° 04-11 du 21 Rajab 1425 correspondant au 6 septembre 2004 portant statut de la magistrature ;

Vu la loi organique n° 04-12 du 21 Rajab 1425 correspondant au 6 septembre 2004 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du conseil supérieur de la magistrature, notamment son article 5 ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-75 du 27 février 1990, modifié et complété, déterminant les modalités de déroulement de la carrière des magistrats et leur rémunération ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 de la loi organique n° 04-12 du 21 Rajab 1425 correspondant au 6 septembre 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de définir le montant de l'indemnité allouée aux membres du conseil supérieur de la magistrature et les modalités de son octroi.

Art. 2. — Il est alloué à chaque membre du conseil supérieur de la magistrature une indemnité spécifique dont le montant est fixé à soixante mille dinars (60.000 DA) pour sa présence effective à chaque session.

Art. 3. — Les membres élus du bureau permanent du conseil perçoivent, outre l'indemnité prévue à l'article 2 ci-dessus, une indemnité mensuelle au taux de 15%, calculée par référence au traitement perçu.

Art. 4. — Les articles 2 et 3 ci-dessus prennent effet à compter de l'installation des membres du conseil supérieur de la magistrature.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 89 ;

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 28 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-482 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997, modifié et complété, relatif au soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-118 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de régulation et de développement agricole" ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le compte enregistre :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits de la parafiscalité ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et la productivité agricole, ainsi que sa valorisation, son stockage, son conditionnement, voire son exportation ;
- les subventions assurant la participation de l'Etat pour les opérations de développement de l'irrigation agricole et de la protection et du développement des patrimoines génétiques animal et végétal ;
- les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;
- la bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long termes, y compris ceux destinés au matériel agricole acquis dans le cadre de la formule "leasing" ;

— les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture, déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Art. 4. — Sont éligibles au soutien sur le fonds national de développement de l'investissement agricole :

- les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;
- les entreprises économiques intervenant dans les activités de production agricole, de valorisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires.

Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application du présent article sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 7. — Les dispositions du décret exécutif n° 2000-118 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, susvisé, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 05-414 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé «Fonds national de soutien au micro-crédit».

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'emploi et de la solidarité nationale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 89 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, susvisée, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Le compte retrace :

En recettes :

— (sans changement)

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— la bonification..... (sans changement)..... ;
— les frais liés aux (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers.
..... (Le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Sont éligibles au soutien sur le fonds national de développement de l'investissement agricole :

— les agriculteurs (sans changement).....
— les entreprises (sans changement).....
— les fermes pilotes ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 10-82 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ».
— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 91 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 91 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

— les subventions (sans changement) ;
— les subventions (sans changement) ;
— les subventions (sans changement) ;
— les subventions (sans changement) ;
— les subventions (sans changement) ;
— les subventions (sans changement) ;
— les frais liés aux (sans changement) ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers.
..... (Le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Sont éligibles au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe :

- les éleveurs à titre (sans changement) ;
- les collectivités (sans changement) ;
- les entreprises (sans changement) ;
- les fermes pilotes.

..... (Le reste sans changement)..... ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 10-83 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 92 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 92 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

— (sans changement)

En dépenses :

- les subventions.....(sans changement)..... ;
 - les subventions.....(sans changement)..... ;
 - les frais d'étude.....(sans changement)..... ;
 - toutes autres dépenses....(sans changement)..... ;
 - les frais de gestion des intermédiaires financiers.
- (Le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-06 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ».

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 43 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe "F. L. D. D. P. S" ».

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le conservateur des forêts agit en qualité d'ordonnateur secondaire».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-07 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ».

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 44 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession» ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 44 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession» est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le directeur des services agricoles et/ou le conservateur des forêts agissent en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-08 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds national de développement de l'investissement agricole».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 45 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 45 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le directeur des services agricoles agit en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-09 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 46 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 46 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles» est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le conservateur des forêts agit en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Arrêté du 12 Joumada El Oula 1427 correspondant au 10 juin 2006 portant approbation de projets de construction de canalisations destinées à l'alimentation en gaz naturel de la ville d'El Tarf dans la wilaya d'El Tarf, de deux centrales électriques dans les wilayas de Tamanghasset et Naâma et du complexe CIBA-OGGAZ dans la wilaya de Mascara.

— — — —

Le ministre de l'énergie et des mines,

Vu le décret n° 84-105 du 12 mai 1984 portant institution d'un périmètre de protection des installations et infrastructures ;

Vu le décret présidentiel n° 02-195 du 19 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 1er juin 2002 portant statuts de la société algérienne de l'électricité et du gaz dénommée "SONELGAZ-SPA" ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-411 du 22 décembre 1990 relatif aux procédures applicables en matière de réalisation et de déplacement des ouvrages d'énergie électrique et gazière et au contrôle, notamment son article 13 ;

Vu le décret exécutif n° 96-214 du 28 Moharram 1417 correspondant au 15 juin 1996 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 02-194 du 15 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 28 mai 2002 portant cahier des charges relatif aux conditions de fourniture de l'électricité et du gaz par canalisation ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 décembre 1992 portant réglementation de sécurité pour les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides, liquéfiés, sous pression et gazeux et ouvrages annexes ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 1986 fixant les limites du périmètre de protection autour des installations et infrastructures du secteur des hydrocarbures ;

Vu les demandes de la société algérienne de l'électricité et du gaz "SONELGAZ SPA" des 8, 18 et 19 mars 2006 ;

Vu les rapports et observations des services et organismes concernés ;

Arrête :

Article 1er. — Sont approuvés, conformément aux dispositions de l'article 13 du décret exécutif n° 90-411 du 22 décembre 1990, susvisé, les projets de construction des ouvrages gaziers suivants :

— canalisation haute pression (70 bars), de 16" (pouces) de diamètre, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la centrale électrique de In Salah (wilaya de Tamanghasset) ;

— canalisation haute pression (70 bars), de 16" (pouces) de diamètre, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la ville d'El Tarf (wilaya d'El Tarf) ;

— canalisation haute pression (70 bars), de 16" (pouces) de diamètre, destinée à l'alimentation en gaz naturel de la centrale électrique de la ville de Naâma (wilaya de Naâma) ;

— canalisation haute pression (70 bars), de 8" (pouces) de diamètre, destinée à l'alimentation en gaz naturel du complexe "CIBA-OGGAZ" dans la wilaya de Mascara.

Art. 2. — Le constructeur est tenu de se conformer à l'ensemble des prescriptions édictées par les lois et les règlements en vigueur applicables à la réalisation et à l'exploitation de l'ouvrage.

Art. 3. — Le constructeur est tenu également de prendre en considération les recommandations formulées par les départements ministériels et autorités locales concernés.

Art. 4. — Les structures concernées du ministère de l'énergie et des mines et celles de la société «SONELGAZ SPA» sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Joumada El Oula 1427 correspondant au 10 juin 2006.

Chakib KHELIL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 28 ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds national de développement de l'investissement agricole», notamment son article 3 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 susvisé est fixée comme suit :

Nomenclature des recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits de la parafiscalité ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

Nomenclature des dépenses :

- les subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et de la productivité agricole, ainsi que sa valorisation, son stockage, son conditionnement, voire son exportation ;
- les subventions assurant la participation de l'Etat pour les opérations de développement de l'irrigation agricole et de la protection des patrimoines génétiques animal et végétal ;
- les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;
- la bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long terme, y compris ceux destinés au matériel agricole acquis dans le cadre de la formule "leasing" ;
- les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Art. 3. — La liste des actions éligibles aux dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067, susvisé, est fixée à l'annexe du présent arrêté.

Elle peut être modifiée dans la même forme.

Art. 4. — Les modalités d'application du présent arrêté feront l'objet de décisions et/ou d'instructions spécifiques du ministre de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

ANNEXE

Liste des actions éligibles au soutien du F.N.D.I.A

1. Subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et de la productivité agricole :

- 1.1 - travaux de préparation du sol ;
- 1.2 - travaux d'aménagement et de protection des sols ;
- 1.3 - acquisition d'intrants agricoles (semences et plants, engrais, produits phytosanitaires) ;
- 1.4 - arrachage et/ou régénération des vieilles plantations ;
- 1.5 - opérations de greffages ;
- 1.6 - acquisition de matériel agricole ;
- 1.7 - acquisition de moyens de transports spécifiques ;
- 1.8 - acquisition de cheptels ;
- 1.9 - acquisition de matériels et d'équipements spécialisés d'élevage ;
- 1.10 - aménagement et/ou construction d'infrastructures agricoles.

2. Subventions assurant la participation de l'Etat pour la valorisation, le stockage, le conditionnement et l'exportation des productions agricoles :

- 2.1 - réalisation et/ou rénovation des industries de transformation des produits agricoles situées à proximité ou sur les exploitations agricoles.
- 2.2 - acquisition de matériels spécialisés au niveau de l'exploitation (collecte, séchage, pré-stockage) ;
- 2.3 - réalisation d'infrastructures spécialisées de stockage de produits agricoles ;
- 2.4 - réalisation d'infrastructures spécialisées pour la collecte et la réception des produits ;
- 2.5 - chaînes de triage et de conditionnement ;
- 2.6 - chaînes d'abattage et de découpe de petits élevages ;
- 2.7 - acquisition d'emballages pour les produits agricoles ;
- 2.8 - soutien à l'exportation (transport intérieur, frais de conditionnement et de stockage, primes, promotion...).

3. Subventions assurant la participation de l'Etat pour les opérations de développement de l'irrigation agricole :

- 3.1 - mobilisation des ressources hydriques : réhabilitation ou réalisations d'ouvrages, nouvelles retenues collinaires, captage de sources, ouvrages de dérivation des eaux, forage, puits hors zones steppiques) ;
- 3.2 - amenée d'énergie électrique ;
- 3.3 - création d'infrastructures de stockage intermédiaire (bassins d'accumulation) ;
- 3.4 - équipements de pompage et d'irrigation ;
- 3.5 - réalisation ou réhabilitation des réseaux de distribution d'eau agricole ;
- 3.6 - réalisation ou réhabilitation des réseaux de drainage.

4. Subventions assurant la participation de l'Etat pour la protection et le développement des patrimoines génétiques animal et végétal :

4.1 - réhabilitation et/ou création d'infrastructures de conservation spécialisées autres que par le froid ;

4.2 - réalisation d'infrastructures spécialisées pour la production de semences, plants et géniteurs et la création de pépinières végétales et animales.

5. Subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture :

5.1 - carburant (gaz-oil) ;

5.2 - énergie électrique.

6. Bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long terme obtenus dans le cadre des programmes de développement du secteur agricole :

6.1 - crédits à moyen et long terme ;

6.1.1 - mise en valeur des terres ;

6.1.1.1 - drainage et assainissement ;

6.1.1.2 - travaux de routage et d'épierreage ;

6.1.1.3 - mise en place de brise-vents ;

6.1.1.4 - amendements ;

6.1.1.5 - retenues collinaires ;

6.1.1.6 - réseaux d'irrigation ;

6.1.1.7 - fonçage ou forage hydraulique ;

6.1.1.8 - travaux de nivellement et terrassement ;

6.1.2 - infrastructures de stockage sous froid positif ou négatif pour les produits agricoles ;

6.1.3 - construction et/ou rénovation des bâtiments d'exploitation agricole (bâtiments d'élevage, magasins, hangars) ;

6.1.4 - acquisition de matériels et petits outillages agricoles ;

6.1.5 - acquisition de matériels et/ou d'équipements agricoles d'élevages et hydro-agricoles ;

6.1.6 - acquisition d'équipements neufs et rénovation d'équipements pour la transformation et la valorisation des produits et sous-produits agricoles et/ou agro-alimentaires ;

6.1.7 - achat de cheptels et de géniteurs animaux ;

6.1.8 - plantations arboricoles, viticoles et pastorales ;

6.1.9 - équipements pour la production artisanale rurale liée à l'activité agricole ;

6.1.10 - construction et/ou aménagement d'infrastructures de fabrication d'emballage pour le conditionnement des produits à usage agricole et agro-alimentaire ;

6.1.11 - construction et/ou aménagement d'infrastructures de fabrication, de conditionnement et d'entreposage des aliments pour animaux.

6.2 - Crédits à court terme

6.2.1 - production végétale : semences et plants, intrants, travaux culturels, outillage, réparation ;

6.2.2 - production animale : semences, intrants, aliments, produits pharmaceutiques, travaux d'entretien et de réfection, outillage, frais de location ;

6.2.3 - transformation et valorisation des produits agricoles végétaux et animaux : énergie, frais de location, emballage, travaux d'entretien, frais de réparation.

7. Frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet :

7.1 - étude de faisabilité de projets agricoles ;

7.2 - formation professionnelle destinée aux agriculteurs, aux enfants d'agriculteurs, à l'encadrement technique ;

7.3 - vulgarisation agricole ;

7.4 - suivi, évaluation, contrôle, inspection des projets et de toute opération soutenus par le F.N.D.I.A.

Les actions ci-dessus énumérées concernent les filières suivantes :

— lait ;

— apiculture ;

— aviculture ;

— cuniculture ;

— élevages ovin, bovin, caprin, camelin et équin ;

— pomme de terre ;

— plasticulture ;

— céréaliculture ;

— légumes secs ;

— culture fourragère ;

— arboriculture fruitière (rosacées à noyaux, pépins et rustiques) ;

— viticulture ;

— oléiculture ;

— agrumiculture ;

— phœniciculture ;

— culture industrielle (tomate, tabac, oléagineux, betterave sucrière, coton) ;

— semences végétales et animales ;

— plants arboricoles et viticoles ;

— animaux de reproduction ;

— insémination artificielle.

Arrête :

Article 1er. — Le système de transport par canalisation dénommé "OZ1/OZ2" reliant Haoud El Hamra à Arzew est octroyé en concession à la société nationale "SONATRACH" pour le transport de pétrole brut, conformément à la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, susvisée, et aux conditions du cahier des charges annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 2. — Les tarifs de transport par canalisation des hydrocarbures sont fixés conformément aux dispositions réglementaires prises en application de la loi susvisée.

Art. 3. — Les dispositions de cet arrêté entrent en vigueur trente (30) jours à compter de la date de sa signature.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Safar 1427 correspondant au 18 mars 2006.

Chakib KHELIL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 désignant l'institution financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur les comptes d'affectations spéciales n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" et n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, modifié et complété, fixant les statuts-types des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole", notamment son article 5 ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole", notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, et de l'article 5 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisés, la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) ainsi que la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) sont désignées comme institutions financières spécialisées chargées de l'exécution des dépenses imputables sur les comptes d'affectations spéciales n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" et n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" et destinés à la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture.

Art. 2. — L'organisation des relations entre la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et le ministère de l'agriculture et du développement rural ainsi que la définition des droits et obligations des parties seront régies par des conventions.

Art. 3. — La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) élaborent un bilan d'activités annuel et des situations trimestrielles qu'elles transmettent aux ministres chargés des finances et de l'agriculture.

Les situations trimestrielles comporteront notamment :

- la nature de l'opération et le nombre des bénéficiaires ;
- le montant engagé par catégorie d'opération ;
- le montant utilisé par catégorie d'opération ;
- le solde de l'exécution de l'opération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre
des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre des finances Le ministre de l'agriculture
Karim DJOUDI et du développement rural
Rachid BENAÏSSA

-----★-----

Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 89 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont complétées par un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Art. 2. — Les frais de gestion des intermédiaires financiers ».

Art. 3. — La liste des actions éligibles au soutien du fonds national de développement de l'investissement agricole annexée à l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, est modifiée et complétée comme suit :

« 1- Subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et de la productivité agricole :

- 1 - 1 - (sans changement).....
- 1 - 2 - (sans changement).....
- 1 - 3 - (sans changement).....
- 1 - 4 - (sans changement).....
- 1 - 5 - (sans changement).....
- 1 - 6 - Acquisition et rénovation de matériel agricole ;
- 1 - 7 - (sans changement).....
- 1 - 8 - (sans changement).....
- 1 - 9 - (sans changement).....
- 1 - 10 - (sans changement).....
- 1 - 11 - ouverture des pistes agricoles.

2. Subventions assurant la participation de l'Etat pour la valorisation, le stockage, le conditionnement et l'exportation des productions agricoles :

- 2 - 1 - (sans changement).....
- 2 - 2 - (sans changement).....
- 2 - 3 - Réalisation et réhabilitation d'infrastructures spécialisées de stockage de produits agricoles ;
- (le reste sans changement).....

6. Bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agroalimentaires à court, moyen et long terme obtenus dans le cadre des programmes de développement du secteur agricole :

- 6. 1 - crédits à moyen et long terme ;
- 6.1.1. - (sans changement).....
- 6.1.2. - (sans changement).....
- 6.1.3. - (sans changement).....
- 6.1.4. - (sans changement).....
- 6.1.5. - (sans changement).....
- 6.1.6. - (sans changement).....
- 6.1.7. - (sans changement).....
- 6.1.8. - (sans changement).....
- 6.1.9. - (sans changement).....
- 6.1.10. - (sans changement).....
- 6.1.11. - (sans changement).....
- 6.1.12. - Acquisition de groupes électrogènes
- (le reste sans changement).....

7. Frais liés :

- Aux études de faisabilité ;
- A la formation professionnelle ;
- A la vulgarisation ;

— Au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet :

- 7.1 - (sans changement).....
- 7.2 - (sans changement).....
- 7.3 - (sans changement).....
- 7.4 - (sans changement).....
- 7.5 -Frais de publication dans les journaux ».

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre des finances	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Karim DJOUDI	Rachid BENAÏSSA

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 56 ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 90 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigé comme suit :

« Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 susvisé, est fixée comme suit ».

Nomenclature des recettes :

- les dotations
- les produits
- la plus-value de la régulation de la production agricole ;
- toute autre

Nomenclature des dépenses :

- les subventions
- les subventions
- la couverture totale des charges d'intérêts des agriculteurs ;
- les frais de gestion des intermédiaires financiers ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — La liste des actions éligibles aux dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121, susvisé, est fixée comme suit :

2- Subventions destinées à la régulation des produits agricoles :

2. 1 - participation aux frais de stockage et d'assurance des produits agricoles de large consommation et des semences et plants ;

2.2 - prime à la production sans changement..... et avoine ;

..... (le reste sans changement).....

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre des finances	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Karim DJOUDI	Rachid BENAÏSSA

Arrêté interministériel du 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, modifié et complété, fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale »,

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère chargé de l'agriculture et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture, en précisant :

— la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;

— le montant engagé par catégorie d'opération ;

— le montant décaissé par catégorie d'opération ;

— le solde dégagé de l'opération ».

Art. 5. — Il est inséré un article 8 bis dans l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 8. bis — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 4 ci-dessus ».

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

— les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture ;

— la bonification du taux d'intérêt des crédits agricoles et agro-alimentaires à court, moyen et long termes, y compris ceux destinés au matériel agricole acquis dans le cadre de la formule « leasing » ;

— les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Sont éligibles au soutien sur le fonds national de développement de l'investissement agricole :

— les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;

— les entreprises économiques intervenant dans les activités de production agricole, de valorisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 29. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « fonds national de régulation de la production agricole ».

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances.
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence ;
- les subventions destinées à la régulation des produits agricoles.

Sont éligibles au soutien sur le fonds national de régulation de la production agricole :

- les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;
- les entreprises économiques intervenant dans les activités liées à la valorisation des produits agricoles.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 30. — Les dispositions de l'article 78 de la loi n° 04-21 du 17 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 sont modifiées et rédigées comme suit :

« **Art. 78.** — Le compte d'affectation spéciale du Trésor(sans changement jusqu'à) est clôturé à la date du 31 décembre 2006 et son solde est versé au compte de résultats du Trésor.

.....(le reste sans changement)..... ».

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES APPLICABLES AUX OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

Art. 31. — Les prêts octroyés par les établissements de crédit pour la reconstruction d'habitations en remplacement des chalets réalisés suite au séisme de l'année 1980, notamment dans les wilayas de Chlef et de Aïn Defla, ouvrent droit à une bonification du taux d'intérêt.

Le niveau et les modalités d'octroi de cette bonification sont fixés par voie réglementaire.

Le coût de financement de cette bonification sera imputé sur le compte d'affectation spéciale n° 302-062 intitulé « bonification du taux d'intérêt ».

Art. 32. — Les financements octroyés par les établissements de crédit pour la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer ouvrent droit à une bonification du taux d'intérêt.

Le niveau et les modalités d'octroi de cette bonification sont fixés par voie réglementaire.

Le coût de financement de cette bonification sera imputé sur le compte d'affectation spéciale n° 302-062 intitulé « Bonification du taux d'intérêt ».

Art. 33. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Jomada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

En dépenses :

la prise en charge (sans changement) :

la prise en charge de tout ou partie des frais induits au titre des actions de promotion et de suivi des investissements ;

la prise en charge de 25% du coût de réalisation des infrastructures de bases devant accueillir les projets déshérités.

Les localités concernées ainsi que les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

..... (le reste sans changement) »

Art. 56. Les dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 29. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ».

Ce compte retrace :

En recettes :

les dotations (sans changement) :

les produits (sans changement) :

la plus-value de la régulation de la production agricole.

toutes autres (sans changement) »

En dépenses :

les subventions (sans changement) :

les subventions (sans changement) :

la couverture totale des charges d'intérêts des agriculteurs.

L'ordonnateur (sans changement jusqu'à) spécialisées.

Les modalités d'application du présent article sont définies par voie réglementaire.

CHAPITRE 4

**DISPOSITIONS DIVERSES APPLICABLES
AUX OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

Art. 57. L'article 153 du décret législatif n° 93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993 est complété et rédigé comme suit :

« Art. 153. — Nonobstant les autorisations (sans changement jusqu'à) sont payables :

a) sans ordonnancement préalable les dépenses ci-après :

les paiements (sans changement jusqu'à) financement sur concours extérieurs ;

les paiements résultant de l'exécution des décisions de justice rendues par la Cour suprême dans le cadre de l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale, notamment ses articles 137 bis et suivants.

b) sans ordonnancement les dépenses ci-après :

les pensions (sans changement jusqu'à) les frais et fonds spéciaux.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 58. Les dispositions des articles 209 quater et 209 quinquies de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 209 quater. — La liste nominative des membres de la commission de supervision des assurances (sans changement jusqu'à) le ministre chargé des finances.

Les membres de la commission bénéficient d'indemnités dont les montants sont fixés par voie réglementaire.

La commission prend ses décisions (le reste sans changement) »

« Art. 209 quinquies. — Les frais de fonctionnement de la commission de supervision (sans changement jusqu'à) par le budget de l'Etat.

Les crédits alloués sont inscrits au budget du ministère des finances.

L'ordonnateur des crédits est le président de la commission de supervision des assurances.

Ces crédits sont destinés à couvrir :

les dépenses de fonctionnement ;

les indemnités servies aux membres de la commission de supervision des assurances ;

les dépenses d'équipement ;

toute autre dépense liée à l'activité de la commission de supervision des assurances.

Le règlement intérieur (sans changement jusqu'à) de son fonctionnement.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 59. L'article 213 bis de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 est modifié, complété et rédigé comme suit :

2) Un crédit de deux mille huit cent treize milliards trois cent dix sept millions cent mille dinars (2.813.317.100.000 DA), pour les dépenses d'équipement à caractère définitif, réparti par secteur conformément à l'état "C" annexé à la présente loi ».

Art. 88. — Les dispositions de *l'article 55* de la loi n° 08-21 du 2 Moharam 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 55.* — Il est prévu, au titre de l'année 2009, un plafond d'autorisation de programme d'un montant de trois mille deux cent trente et un milliards cent vingt quatre millions cent mille dinars (3.231.124.100.000 DA) réparti par secteur conformément à l'état « C » annexé à la présente loi.

Ce montant couvre le coût des réévaluations du programme en cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2009.

Les modalités de répartition sont fixées, en tant que de besoin, par voie réglementaire ».

CHAPITRE II

DIVERS BUDGETS

Section 1

Budget annexe (Pour mémoire)

Section 2

Autres budgets (Pour mémoire)

CHAPITRE 3

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 89. — Les dispositions de *l'article 28* de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 28.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la bonification (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement des investissements agricoles (FNDIA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (Le reste sans changement).....

Art. 90. — Les dispositions de *l'article 29* de la loi n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 29.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la couverture (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 91. — Les dispositions de *l'article 8* de l'ordonnance n° 02-01 du 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 8.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 89 ;

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 24 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-13 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004 relatif au dispositif du micro-crédit ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 04-14 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004 portant création et fixant le statut de l'agence nationale du micro-crédit ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé «Fonds national de soutien au micro-crédit».

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé «Fonds national de soutien au micro-crédit», est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'emploi.

Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- le solde du compte de dépôt du trésor public ouvert à l'indicatif de l'agence nationale de gestion du micro-crédit en application de l'article 28 du décret exécutif n° 04-14 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004, susvisé ;
- le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles au micro-crédit ;
- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

— l'octroi des prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles au micro-crédit lorsque le coût du projet est supérieur à cent mille dinars (100.000 DA), destinés à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire, sachant que le montant des investissements ne saurait dépasser 400.000 DA ;

— l'octroi des prêts non rémunérés au titre de l'acquisition de matières premières dont le coût ne saurait dépasser trente mille dinars (30.000 DA) ;

— la bonification des taux d'intérêts des crédits bancaires obtenus par les citoyens éligibles au dispositif du micro-crédit ;

— les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes et actions susvisés, notamment ceux liés au fonctionnement de l'agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

Le niveau de ces frais de gestion est fixé à compter du 1er janvier 2006 à 8% du montant total des programmes gérés par l'ANGEM.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'emploi, déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Art. 4. — La gestion de ce compte est confiée à l'agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

Art. 5. — Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé « Fonds national de soutien au micro-crédit » sont précisées par un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'emploi.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ».

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 89 ;

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 notamment son article 29 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole", est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence ;
- les subventions destinées à la régulation des produits agricoles.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture, déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Art. 4. — Sont éligibles au soutien sur le fonds national de la production agricole :

- les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association ;
- les entreprises économiques intervenant dans les activités liées à la valorisation des produits agricoles.

Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application du présent article sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 05-416 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant la composition, les missions et les modalités de fonctionnement du conseil national de l'aménagement et du développement durable du territoire.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 87-10 du 6 janvier 1987 portant création de l'agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques ;

Vu le décret n° 87-129 du 19 mai 1987 portant changement de dénomination de l'institut national des ressources hydrauliques "I.N.R.H" en agence nationale des ressources hydrauliques "A.N.R.H" ;

Vu le décret présidentiel n° 93-225 du 19 Rabie Ethani 1414 correspondant au 5 octobre 1993 portant création d'un conseil national économique et social ;

Vu le décret présidentiel n° 98-48 du 14 Chaoual 1418 correspondant au 11 février 1998, modifié et complété, portant statuts de la société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures "SONATRACH" ;

Vu le décret présidentiel n° 98-337 du 8 Rajab 1419 correspondant au 29 octobre 1998 portant réaménagement des statuts de l'institut national de cartographie ;

Décret exécutif n° 09-149 du 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 complétant le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 56 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans ses fonctions du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Après approbation du Président de la République,

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 56 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

"Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations (sans changement) ;
- les produits (sans changement) ;
- la plus-value de la régulation de la production agricole ;
- toutes autres (sans changement) ;

En dépenses :

- les subventions (sans changement) ;
 - les subventions (sans changement) ;
 - la couverture totale des charges d'intérêts des agriculteurs.
- le reste sans changement.....»

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 09-150 du 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 52 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans ses fonctions du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles », est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources ou contributions.

Décret exécutif n° 10-80 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé «Fonds national de régulation de la production agricole».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 90 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 90 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses :

— les subventions.....(sans changement)..... ;

— les subventions.....(sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers.

.....(Le reste sans changement) ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) :

— les agriculteurs(sans changement)..... ;

— les entreprises(sans changement)..... ;

— les fermes pilotes ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

— — — —★— — — —

Décret exécutif n° 10-81 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 89 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

— — — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds nationale de développement de l'investissement agricole» ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole".

Art. 2. — Les dépenses relatives aux financements des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par les institutions financières spécialisées ci-après désignées :

- la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) ;
- la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Art. 3. — Les dotations financières relatives aux financements des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère chargé de l'agriculture et les institutions financières spécialisées ci-dessus citées, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties.

Art. 4. — L'éligibilité des actions au soutien sur le fonds national de développement de l'investissement agricole, leur évaluation et leur suivi sont assurés par les services concernés du ministère chargé de l'agriculture.

Art. 5. — Les modalités de traitement, de mise en œuvre des actions, la démarche et les procédures pour l'éligibilité au soutien de ce fonds sont définies par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Un état récapitulatif de chaque opération ayant fait l'objet d'un financement du fonds et son utilisation est transmis par les directions des services agricoles de wilayas aux services concernés de l'administration centrale du ministère chargé de l'agriculture.

Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis au ministère chargé des finances, une situation semestrielle des engagements et des décaissements par filière et par wilaya ainsi qu'un bilan annuel physique et financier des actions réalisées à la fin de chaque exercice budgétaire, dans la limite des crédits alloués annuellement.

Art. 8. — Les subventions accordées sont contrôlées par les organes habilités de l'Etat conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre des finances

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Mourad MEDELICI

Saïd BARKAT

— — — — — ★ — — — — —

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ».

— — — — —

Le ministre des finances ,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 29 ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » notamment son article 3 ;

Arrêtent :

Article 1er : En application des dispositions de l'article 3 décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole »

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121, susvisé, est fixée comme suit :

Nomenclature des recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

Nomenclature des dépenses :

- les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence,
- les subventions destinées à la régulation des produits agricoles.

Art. 3. — La liste des actions éligibles aux dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121, susvisé, est fixée comme suit :

1 - Subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence :

1.1 - Tous produits agricoles ayant un prix de référence fixé notamment céréales et lait.

2 - Subventions destinées à la régulation des produits agricoles :

2.1 - Participation aux frais de stockage des produits agricoles de large consommation et des semences et plants ;

2.2. - Prime à la production, à la collecte et à la transformation des produits agricoles ci-après : lait, viandes, œufs, miel, tomates, piments, poivrons, petit pois, haricots, pommes de terre, oignon, ail, betteraves, choux-fleurs, carottes, navets, champignons, fèves, pois chiche, lentilles, agrumes, figues, olives, pommes, poires, amandes, cerises, abricots, dattes, pêches, prunes, raisin, coings, fraises, fourrages, blés, orge ;

2.3 - Primes de plafonnement des productions agricoles excédentaires ;

2.4 - Prise en charge des frais de divertification des productions agricoles induits par la reconversion.

La liste, sus-citée, peut être révisée dans la même forme.

Art. 4. — Les modalités d'application du présent arrêté feront l'objet de décisions et/ou d'instructions spécifiques du ministre de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural ,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

Art. 2. — Les dépenses relatives aux financements des actions éligibles au fonds sont assurées par les institutions financières spécialisées ci-après désignées :

- la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) ;
- la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Art. 3. — Les dotations financières relatives aux financements des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention, établie entre le ministère chargé de l'agriculture et les institutions financières spécialisées ci-dessus citées, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties.

Art. 4. — L'éligibilité des actions au soutien sur le fonds national de régulation de la production agricole, leur évaluation et leur suivi sont assurés par les services concernés du ministère chargé de l'agriculture.

Art. 5. — Les modalités de traitement, de mise en œuvre des actions, la démarche et les procédures pour l'éligibilité au soutien de ce Fonds sont définies par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Un état récapitulatif de chaque opération ayant fait l'objet d'un financement du fonds et son utilisation, est transmis par les directions des services agricoles de wilayas aux services concernés de l'administration centrale du ministère chargé de l'agriculture.

Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis au ministère chargé des finances, une situation semestrielle des engagements et des décaissements par filière et par wilaya ainsi qu'un bilan annuel physique et financier des actions réalisées à la fin de chaque exercice budgétaire, dans la limite des crédits alloués annuellement.

Art. 8. — Les subventions accordées sont contrôlées par les organes habilités de l'Etat conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 9. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

Arrête :

Article 1er. — Le système de transport par canalisation dénommé "OZ1/OZ2" reliant Haoud El Hamra à Arzew est octroyé en concession à la société nationale "SONATRACH" pour le transport de pétrole brut, conformément à la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, susvisée, et aux conditions du cahier des charges annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 2. — Les tarifs de transport par canalisation des hydrocarbures sont fixés conformément aux dispositions réglementaires prises en application de la loi susvisée.

Art. 3. — Les dispositions de cet arrêté entrent en vigueur trente (30) jours à compter de la date de sa signature.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 Safar 1427 correspondant au 18 mars 2006.

Chakib KHELIL.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 désignant l'institution financière spécialisée chargée de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture imputables sur les comptes d'affectations spéciales n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" et n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada 1415 correspondant au 1er avril 1995, modifié et complété, fixant les statuts-types des caisses de mutualité agricole et définissant les liens juridiques et organiques entre elles ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole", notamment son article 5 ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole", notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, et de l'article 5 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisés, la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) ainsi que la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) sont désignées comme institutions financières spécialisées chargées de l'exécution des dépenses imputables sur les comptes d'affectations spéciales n° 302-067 intitulé "Fonds national de développement de l'investissement agricole" et n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" et destinés à la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat au développement de l'agriculture.

Art. 2. — L'organisation des relations entre la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et le ministère de l'agriculture et du développement rural ainsi que la définition des droits et obligations des parties seront régies par des conventions.

Art. 3. — La caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et la banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) élaborent un bilan d'activités annuel et des situations trimestrielles qu'elles transmettent aux ministres chargés des finances et de l'agriculture.

Les situations trimestrielles comporteront notamment :

- la nature de l'opération et le nombre des bénéficiaires ;
- le montant engagé par catégorie d'opération ;
- le montant utilisé par catégorie d'opération ;
- le solde de l'exécution de l'opération.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006.

Le ministre
des finances

Mourad MEDELICI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

— Au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet :

- 7.1 - (sans changement).....
- 7.2 - (sans changement).....
- 7.3 - (sans changement).....
- 7.4 - (sans changement).....
- 7.5 -Frais de publication dans les journaux ».

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre des finances	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Karim DJOUDI	Rachid BENAÏSSA

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 56 ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 90 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigé comme suit :

« Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 susvisé, est fixée comme suit ».

Nomenclature des recettes :

- les dotations
- les produits
- la plus-value de la régulation de la production agricole ;
- toute autre

Nomenclature des dépenses :

- les subventions
- les subventions
- la couverture totale des charges d'intérêts des agriculteurs ;
- les frais de gestion des intermédiaires financiers ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — La liste des actions éligibles aux dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121, susvisé, est fixée comme suit :

2- Subventions destinées à la régulation des produits agricoles :

2. 1 - participation aux frais de stockage et d'assurance des produits agricoles de large consommation et des semences et plants ;

2.2 - prime à la production sans changement..... et avoine ;

..... (le reste sans changement).....

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1431 correspondant au 29 septembre 2010.

Le ministre des finances	Le ministre de l'agriculture et du développement rural
Karim DJOUDI	Rachid BENAÏSSA

Arrêté interministériel du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé " Fonds national de régulation de la production agricole ".

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé " Fonds national de régulation de la production agricole " ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé " Fonds national de régulation de la production agricole ".

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère chargé de l'agriculture et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture, en précisant :

— la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;

— le montant engagé par catégorie d'opération ;

— le montant décaissé par catégorie d'opération ;

— le solde dégagé de l'opération ».

Art. 5. — Il est inséré un article 8 bis dans l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 8. bis — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 4 ci-dessus ».

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Arrêté interministériel du 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, modifié et complété, fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole ».

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale »,

Art. 3. — Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère chargé de l'agriculture et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture, en précisant :

— la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;

— le montant engagé par catégorie d'opération ;

— le montant décaissé par catégorie d'opération ;

— le solde dégagé de l'opération ».

Art. 5. — Il est inséré un article 8 bis dans l'arrêté interministériel du 25 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 24 avril 2006, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 8. bis — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 4 ci-dessus ».

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Arrêté interministériel du 24 Jomada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Jomada Ethania 1431 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1426 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire », notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000, modifié et complété, déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire ».

Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale.

Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère de l'agriculture et du développement rural et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties.

Art. 4. — L'éligibilité des actions au soutien sur le Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire, leur suivi et leur évaluation sont assurés par les services concernés du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — Les modalités de traitement, de mise en œuvre des actions, la démarche et les procédures pour l'éligibilité au soutien de ce fonds sont définies par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Un état récapitulatif de chaque opération ayant fait l'objet d'un financement du fonds et son utilisation est transmis par les directions des services agricoles de wilayas aux services concernés de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture en précisant :

— la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;

— le montant engagé par catégorie d'opération ;

— le montant décaissé par catégorie d'opération ;

— le solde dégagé de l'opération.

Art. 8. — Les subventions accordées sont contrôlées par les organes habilités de l'Etat conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.

Les subventions octroyées conformément à la nomenclature des actions ne doivent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été accordées.

Art. 9. — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Jomada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Art. 4. — Les produits agricoles de large consommation soumis au droit additionnel provisoire à l'importation peuvent, pour des impératifs de régulation du marché national, faire l'objet de suspension du paiement dudit droit pour une période déterminée.

Les modalités d'application de la présente disposition seront précisées par voie réglementaire.

**DEUXIEME PARTIE
BUDGET ET OPERATIONS FINANCIERES
DE L'ETAT**

Chapitre I

Budget général de l'Etat

Section 1

Ressources

Art. 5. — Les dispositions de l'article 218 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

"Art. 218. — Conformément à l'état "A" annexé à la présente loi, les recettes, produits et revenus applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat pour l'année 2002 sont évalués à mille cinq cent milliards deux cent cinquante millions de dinars (1.500.250.000.000 DA)".

Section 2

Dépenses

Art. 6. — Les dispositions de l'article 219 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002 sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art. 219. — Il est ouvert pour l'année 2002, pour le financement des charges définitives du budget général de l'Etat :

1) Un crédit de mille cinquante trois milliards trois cent soixante six millions cent soixante sept mille dinars (1.053.366.167.000 DA), pour les dépenses de fonctionnement, réparti par département ministériel conformément à l'état "B" annexé à la présente loi.

2) Un crédit de cinq cent quarante huit milliards neuf cent soixante dix huit millions de dinars (548.978.000.000 DA), pour les dépenses d'équipement à caractère définitif, réparti par secteur conformément à l'état "C" annexé à la présente loi".

Art. 7. — Les dispositions de l'article 220 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002 sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art. 220. — Il est prévu, au titre de l'année 2002, un plafond d'autorisation de programme d'un montant de sept cent douze milliards cent quatre vingt douze millions de dinars (712.192.000.000 DA) réparti par secteur conformément à l'état "C" annexé à la présente loi.

Ce montant couvre le coût des réévaluations du programme en cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2002.

Les modalités de répartition sont fixées, en tant que de besoin, par voie réglementaire".

Chapitre III

Comptes spéciaux du Trésor

Art. 8. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé "Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe".

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les dons et legs ;
- les aides internationales ;
- toutes autres ressources, contributions et subventions définies par voie législative.

En dépenses :

- les subventions destinées à la lutte contre la désertification ;
- les subventions destinées aux actions de préservation et de développement des parcours ;
- les subventions destinées au développement des productions animales en milieux steppique et agro-pastoral ;
- les subventions destinées à la valorisation des produits de l'élevage ;
- les subventions destinées à la protection des revenus des éleveurs et des agro-éleveurs ;
- les subventions destinées à l'organisation du pastoralisme; et
- les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle des éleveurs, à la vulgarisation des techniques et au suivi-évaluation de l'exécution des projets en rapport avec son objet.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Sont éligibles au soutien du Fonds de développement du pastoralisme et de la steppe :

- les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopérative, groupement ou association professionnelle ;
- les collectivités locales intervenant dans le développement et la préservation des parcours ;
- les entreprises économiques publiques et privées intervenant dans les domaines de la production et la valorisation des produits d'origine animale ou végétale.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les modalités d'application des dispositions du présent article seront fixées par voie réglementaire.

2) Un crédit de deux mille huit cent treize milliards trois cent dix sept millions cent mille dinars (2.813.317.100.000 DA), pour les dépenses d'équipement à caractère définitif, réparti par secteur conformément à l'état "C" annexé à la présente loi ».

Art. 88. — Les dispositions de l'article 55 de la loi n° 08-21 du 2 Moharam 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 55. — Il est prévu, au titre de l'année 2009, un plafond d'autorisation de programme d'un montant de trois mille deux cent trente et un milliards cent vingt quatre millions cent mille dinars (3.231.124.100.000 DA) réparti par secteur conformément à l'état « C » annexé à la présente loi.

Ce montant couvre le coût des réévaluations du programme en cours et le coût des programmes neufs susceptibles d'être inscrits au cours de l'année 2009.

Les modalités de répartition sont fixées, en tant que de besoin, par voie réglementaire ».

CHAPITRE II

DIVERS BUDGETS

Section 1

Budget annexe (Pour mémoire)

Section 2

Autres budgets (Pour mémoire)

CHAPITRE 3

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Art. 89. — Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 28. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la bonification (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement des investissements agricoles (FNDIA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (Le reste sans changement).....

Art. 90. — Les dispositions de l'article 29 de la loi n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 29. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement).....

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— la couverture (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du Fonds national de régulation de la production agricole (FNRPA) :

— les agriculteurs (sans changement)..... ;

— les entreprises (sans changement)..... ;

— les fermes pilotes.

..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 91. — Les dispositions de l'article 8 de l'ordonnance n° 02-01 du 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 8. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les frais liés aux (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » (FLDPPS) :

Les éleveurs à titre (sans changement)..... ;
Les collectivités (sans changement)..... ;
Les entreprises (sans changement)..... ;
Les fermes pilotes.
..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 92. — Les dispositions de *l'article 118* de la loi n° 02-11 du 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 118.* — Ce compte retrace

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions(sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais d'étude (sans changement)..... ;
— toutes autres dépenses (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

.....(le reste sans changement..... ».

Art. 93. — Les dispositions de *l'article 52* de la loi n° 08-02 du 24 juillet 2008 portant loi de finances pour 2008 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 52.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— la couverture totale (sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles les éleveurs et les petits exploitants agricoles à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements ou associations.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées ».

Art. 94. — L'article 72 de la loi de finances pour 2008 est abrogé.

Art. 95. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302.129 intitulé : "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— les dotations du budget de l'Etat ;
— les contributions éventuelles des collectivités locales ;
— les contributions des organismes nationaux ;
— les dons et legs ;
— toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement de la manifestation ;
— le remboursement d'avances ;
— autres.

En dépenses :

Les dépenses liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement de la manifestation « Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 » qui sont :

— les dépenses de fonctionnement ;
— les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées ;
— les dépenses de travaux, de mise à niveau, de réfection et de réhabilitation, d'espaces devant accueillir les manifestations culturelles.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la culture.

Art. 96. — Les dispositions de *l'article 117* de la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989, modifiées et complétées par l'article 70 de la loi n° 07-12 du 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, sont modifiées comme suit :

Arrêté interministériel du 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » ;

Vu l'arrêté interministériel du 12 Joumada Ethania 1423 correspondant au 21 août 2002, modifié et complété, déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ».

Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale.

Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère de l'agriculture et du développement rural et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties.

Art. 4. — L'éligibilité des actions au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe, leur suivi et leur évaluation sont assurés par les services concernés du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — Les modalités de traitement, de mise en œuvre des actions, la démarche et les procédures pour l'éligibilité au soutien de ce fonds sont définies par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Un état récapitulatif de chaque opération ayant fait l'objet d'un financement du fonds et son utilisation est transmis par les directions des services agricoles de wilayas aux services concernés de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture, en précisant :

- la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;
- le montant engagé par catégorie d'opération ;
- le montant décaissé par catégorie d'opération ;
- le solde dégagé de l'opération.

Art. 8. — Les subventions accordées sont contrôlées par les organes habilités de l'Etat conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.

Les subventions octroyées conformément à la nomenclature des actions ne doivent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été accordées.

Art. 9. — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Joumada Ethania 1433 correspondant au 9 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Chapitre II

Divers budgets

Section 1

Budgets annexes

Section 2

Autres budgets

Art. 116. — La contribution des organismes de sécurité sociale aux budgets des secteurs sanitaires et des établissements hospitaliers spécialisés (y compris les centres hospitalo-universitaires) est destinée à la couverture financière de la charge médicale des assurés sociaux et de leurs ayants-droit.

La mise en œuvre de ce financement sera effectuée sur la base des informations relatives aux assurés sociaux pris en charge dans les établissements publics de santé et ce, dans le cadre de relations contractuelles liant la sécurité sociale et le ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

Les modalités de mise en œuvre de cette disposition seront fixées par voie réglementaire.

A titre prévisionnel et pour l'année 2003, cette contribution est fixée à vingt cinq milliards de dinars algériens (25.000.000.000 DA).

Sont à la charge du budget de l'Etat, les dépenses de prévention, de formation, de recherche médicale et les soins prodigués aux démunis non-assurés sociaux.

Chapitre III

Comptes spéciaux du Trésor

Art. 117. — Les dispositions de l'article 226 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

"Art. 226. — Le Compte d'affectation n° 302-029 intitulé "Fonds Spécial d'Indemnisation" est clôturé.

Le solde de ce compte est versé au crédit du Fonds dénommé "Fonds de garantie automobile" qui sera créé par voie réglementaire.

Les recettes et les dépenses du "Fonds Spécial d'Indemnisation", fixées par l'article 32, modifié et complété, de l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages, sont transférées au "Fonds de garantie automobile" susvisé.

Art. 118. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

Ce compte retrace :

En recettes :

- les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- les produits des concessions ;
- la participation éventuelle d'autres fonds ;
- les aides internationales ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources.

En dépenses :

- les subventions destinées aux opérations de développement rural ;
- les subventions destinées aux opérations de mise en valeur des terres ;
- les frais d'études, d'approche, de formation et d'animation ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Sont éligibles au soutien du "Fonds du développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" :

- les collectivités locales intervenant dans le développement rural et dans la mise en valeur des terres par la concession ;
- les entreprises quelque soit leur statut juridique ainsi que les entreprises à caractère industriel et commercial, mises sous sujétion par le ministère chargé de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation des projets et actions de développement rural dans les zones défavorisées ou éligibles à la promotion ;
- les investisseurs dans la promotion ou la réhabilitation des métiers ruraux ;
- les exploitants agricoles à titre individuel ou collectif ;
- les ménages ruraux ;
- les associations, les coopératives, les autres groupements.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre de l'agriculture et du développement rural.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par voie réglementaire.

Art. 119. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-094 intitulé "Fonds spécial pour la mise en valeur des terres par la concession", institué par les dispositions de l'article 7 de la loi n° 98-08 du 12 Rabie Ethani 1419 correspondant au 5 août 1998 portant loi de finances complémentaire pour 1998 est clôturé.

Le solde de ce compte est versé au profit du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé : "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession"

Art. 120. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-112 intitulé "Fonds d'indemnisation des victimes et ayants-droit des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale".

Ce compte retrace :

En recettes :

- une contribution du Fonds de solidarité nationale, selon une proportion à fixer par arrêté du ministre chargé des finances ;
- les dotations annuelles du budget de l'Etat ;
- toute autre ressource qui sera fixée, en tant que de besoin, par loi de finances.

En dépenses :

- les pensions et rentes mensuelles et le capital global, au profit des victimes et des ayants-droit de victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale ;
- les cotisations à la sécurité sociale ;
- les frais engagés au titre des expertises.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales.

Les walis agissent en qualité d'ordonnateurs secondaires de ce compte.

Les dépenses exécutées au niveau de la wilaya sont mandatées par les ordonnateurs secondaires, sur la caisse des trésoriers de wilayas assignataires, à concurrence des crédits délégués par l'ordonnateur principal.

L'organisation, le fonctionnement, la gestion ainsi que les modalités d'indemnisation du Fonds seront déterminés par voie réglementaire.

Art. 121. — *L'article 85 de la loi n° 97-02 du 2 Ramadhan 1418 correspondant au 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, est modifié, complété et rédigé comme suit :*

"Art. 85. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor ... (sans changement)..."

Ce compte retrace :

En recettes :

- (sans changement)
- (sans changement)

En dépenses :

- (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales.

..... (le reste sans changement)..... "

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » (FLDPPS) :

Les éleveurs à titre (sans changement)..... ;
Les collectivités (sans changement)..... ;
Les entreprises (sans changement)..... ;
Les fermes pilotes.
..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 92. — Les dispositions de *l'article 118* de la loi n° 02-11 du 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 118.* — Ce compte retrace

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions(sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais d'étude (sans changement)..... ;
— toutes autres dépenses (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

.....(le reste sans changement..... ».

Art. 93. — Les dispositions de *l'article 52* de la loi n° 08-02 du 24 juillet 2008 portant loi de finances pour 2008 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 52.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— la couverture totale (sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles les éleveurs et les petits exploitants agricoles à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements ou associations.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées ».

Art. 94. — L'article 72 de la loi de finances pour 2008 est abrogé.

Art. 95. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302.129 intitulé : "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— les dotations du budget de l'Etat ;
— les contributions éventuelles des collectivités locales ;
— les contributions des organismes nationaux ;
— les dons et legs ;
— toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement de la manifestation ;
— le remboursement d'avances ;
— autres.

En dépenses :

Les dépenses liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement de la manifestation « Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 » qui sont :

— les dépenses de fonctionnement ;
— les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées ;
— les dépenses de travaux, de mise à niveau, de réfection et de réhabilitation, d'espaces devant accueillir les manifestations culturelles.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la culture.

Art. 96. — Les dispositions de *l'article 117* de la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989, modifiées et complétées par l'article 70 de la loi n° 07-12 du 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, sont modifiées comme suit :

En dépenses :

— La contribution au financement des actions et projets inscrits dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de la cogénération.

..... (le reste sans changement) ».

Art. 41. — Les dispositions de *l'article 62* de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, modifiées et complétées, par l'article 126 de la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003, sont modifiées et rédigées comme suit :

« *Art. 62.* — Il est ouvert (sans changement)

En dépenses :

— le financement (sans changement jusqu'à)
« Agence nationale de la géologie et du contrôle minier ».

— le financement du programme des études de recherche minière et de reconstitution des réserves pour le compte de l'Etat.

— toute autre dépense..... (le reste sans changement)».

Art. 42. — Les dispositions de *l'article 90* de la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, modifiées par l'article 66 de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001, sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 90.* — Il est ouvert (sans changement jusqu'à) autoroutier ».

Ce compte retrace :

En recettes :

—
—
—

En dépenses :

—
—
—

L'ordonnateur ... (sans changement jusqu'à) routes.

Les directeurs des travaux publics de wilayas sont ordonnateurs secondaires de ce compte.

Les modalités ... (le reste sans changement).....».

Art. 43. — Les dispositions de *l'article 8* de l'ordonnance n° 02-01 du 13 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002, complétées par l'article 91 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 8.* — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-109 (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme de la steppe (FLDPPS) (sans changement) ...

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)».

Art. 44. — Les dispositions de *l'article 118* de la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003, complétées par l'article 92 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 118.* — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien du Fonds de développement rural et de mise en valeur des terres par concession (FRMVTC) (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles et/ou le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 45. — Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Jouamda Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, complétées par l'article 89 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 28. — Le compte d'affectation spéciale du Trésor n° 302-067 intitulé (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles.

Les dépenses prévues ci-dessus (le reste sans changement)

Art. 46. — Les dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, complétées par l'article 93 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 52. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-126 (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles (FSAEPEA).

..... (sans changement)

..... (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 47. — Les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 68. — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public aux clubs professionnels de football ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— une dotation du budget de l'Etat,

— 1 % des revenus des stades réservés aux rencontres de l'équipe nationale ainsi qu'aux clubs professionnels de football,

— 2 % des revenus de sponsoring de la fédération algérienne et de l'équipe nationale ainsi que des clubs professionnels de football,

— les dons et legs.

En dépenses :

Sous réserve des dispositions des articles 52 et 53 de la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, le financement du soutien public aux clubs professionnels de football, à travers la couverture des dépenses liées :

— aux études (sans changement)

— au financement de 80 % (sans changement)...

— à l'acquisition d'autobus ;

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge totale (sans changement).... ;

— à la rémunération (sans changement) ;

— au financement du Fonds de roulement du club professionnel de football, pour un montant de 25 millions de dinars annuellement à titre exceptionnel et pour une période de quatre (4) années à compter de la publication de la présente loi au *Journal officiel* ; 50 % de ce financement doit être consacré à l'encadrement, à la formation, à la création d'écoles et de centres de formation et de publicité ainsi qu'au perfectionnement des connaissances des encadreurs de clubs sportifs.

— l'ordonnateur (sans changement) ».

Art. 8. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret exécutif n° 98-05 du 19 Ramadhan 1418 correspondant au 17 janvier 1998, susvisé.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 89 ;

Vu la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003, notamment son article 118 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997, modifié et complété, fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 118 de la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural.

Art. 3. — Le compte n° 302-111 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- les produits des concessions ;
- la participation éventuelle d'autres fonds ;
- les aides internationales ;
- les dons et legs ;
- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-094 intitulé "Fonds spécial pour la mise en valeur des terres par la concession" ;
- toutes autres ressources.

En dépenses :

- les subventions destinées aux opérations de développement rural ;
- les subventions destinées aux opérations de mise en valeur des terres ;
- les frais d'études, d'approche, de formation et d'animation ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du développement rural et du ministre chargé des finances déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.

Art. 4. — Sont éligibles au soutien sur le "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" :

- les collectivités territoriales intervenant dans le développement rural et dans la mise en valeur des terres par la concession ;
- les entreprises quelque soit leur statut juridique ainsi que les établissements publics à caractère industriel et commercial, mis sous sujétion par le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural pour la réalisation de projets ou actions de développement rural dans les zones défavorisées ou à promouvoir ;
- les investisseurs dans la promotion ou la réhabilitation des métiers ruraux ;
- les exploitants agricoles à titre individuel ou collectif ;
- les ménages ruraux ;
- les associations, les coopératives et les autres groupements.

Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Art. 6. — Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" seront précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du développement rural et du ministre chargé des finances.

Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur de ce compte précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 03-146 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 déterminant les modalités de rémunération des praticiens médicaux spécialistes de santé publique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990, modifié et complété, fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-106 du 27 avril 1991, modifié et complété, portant statut particulier des praticiens médicaux généralistes et spécialistes de santé publique ;

Décrète :

Article 1er. — La valeur du point indiciaire servant de base au calcul de la rémunération principale des praticiens médicaux spécialistes de santé publique appartenant aux corps et postes supérieurs cités ci-après est celle prévue par le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990, modifié et complété, susvisé :

Corps des praticiens spécialistes de santé publique :

- praticien spécialiste assistant ;
- praticien spécialiste principal ;
- praticien spécialiste chef.

Postes supérieurs des praticiens spécialistes de santé publique :

- praticien spécialiste chef d'unité ;
- praticien spécialiste chef de service ;
- médecin du travail inspecteur.

Art. 2. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret prend effet à compter du 1er octobre 2002.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 03-147 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 portant classement des Iles Habibas (wilaya d'Oran) en réserve naturelle marine.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-08 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu les pièces afférentes à l'enquête publique relative au projet de classement de la réserve naturelle marine des Iles Habibas (Wilaya d'Oran) ;

Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 87-143 du 16 juin 1987, susvisé, le territoire des Iles Habibas (Wilaya d'Oran) désigné dans la carte annexée à l'original du présent décret et délimité à l'article 3 ci-après est classé en réserve naturelle marine.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Sont éligibles au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe :

- les éleveurs à titre (sans changement) ;
- les collectivités (sans changement) ;
- les entreprises (sans changement) ;
- les fermes pilotes.

..... (Le reste sans changement)..... ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 10-83 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 92 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 92 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

— (sans changement)

En dépenses :

- les subventions.....(sans changement)..... ;
 - les subventions.....(sans changement)..... ;
 - les frais d'étude.....(sans changement)..... ;
 - toutes autres dépenses....(sans changement)..... ;
 - les frais de gestion des intermédiaires financiers.
- (Le reste sans changement)..... ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-06 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ».

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 43 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe "F. L. D. D. P. S" ».

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le conservateur des forêts agit en qualité d'ordonnateur secondaire».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-07 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ».

— — — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 44 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession» ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 44 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession» est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le directeur des services agricoles et/ou le conservateur des forêts agissent en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" (FDRMVTC).

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003, notamment ses articles 118 et 119 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997 fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur, modifié et complété par le décret exécutif n° 98-372 du 23 novembre 1998 ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" (FDRMVTC), notamment son article 3 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession".

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 cité à l'article 1er ci-dessus est annexée au présent arrêté.

Elle peut être révisée dans la même forme.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

Le ministre
des finances

Mohamed TERBECHE

ANNEXE

Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession" (FDRMVTC)

Le compte n° 302-111 enregistre :

En recettes :

- les subventions de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- les produits des concessions ;
- la participation éventuelle d'autres fonds ;
- les aides internationales ;
- les dons et legs ;
- le solde du compte d'affectation spéciale n° 302-094 intitulé "Fonds spécial pour la mise en valeur des terres par la concession" ;
- toutes autres ressources.

En dépenses :

- les subventions destinées aux opérations de développement rural ;
- les subventions destinées aux opérations de mise en valeur des terres ;
- les frais d'études, d'approche, de formation et d'animation ;
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet.

Liste des actions éligibles au soutien du "FDRMVTC"

1. — Subventions aux opérations de développement rural :

- a) Mise en valeur des terres agricoles :
 - défoncement ;
 - amélioration foncière.
- b) Aménagements hydrauliques :
 - réalisation de forages ;
 - fonçage de puits ;
 - réalisation de djoubs ;
 - réalisation de mares ;
 - aménagement de sources ;
 - aménagement de ceds de dérivation ;
 - aménagement de ceds d'inféoflux ;
 - captage et aménagement de sources ;
 - réalisation de seguias ;
 - réalisation de canaux d'amenée d'eau ;
 - aménagement et équipement de forage ;
 - aménagement et équipement de puits ;
 - réalisation d'abris pour forage ;

- réalisation de bassins ;
- réalisation de canaux principaux de drainage ;
- réalisation de réseaux de drainage ;
- acquisition d'équipements pour l'irrigation par aspersion ;
- acquisition d'équipements pour l'irrigation localisée (goutte à goutte)

c) Travaux de conservation des sols :

- corrections torrentielles ;
- fixation de berges ;
- réalisation de banquettes de protection avec plantation ;
- réfection de banquettes ;
- réalisation de murettes en pierres sèches ;
- mise en défens ;
- fixation de dunes (biologique) ;
- fixation de dunes (mécanique) ;
- plantations pastorales en sec ;
- plantations haute tige ;
- plantations d'opuntia ;
- ensemencements des parcours ;
- entretien (régénération) des nappes alfatières.

d) Amélioration des systèmes de production agricole :

- plantations fruitières ;
- plantations viticoles ;
- plantations fourragères ;
- plantation de palmiers.

e) Production animale :

- création d'unités de petits élevages (apiculture, cuniculture, élevage de dindes et autres petits élevages) ;
- création de petites unités d'élevages (bovin, ovin, camelin, caprin, équin et autres...) ;
- appui à l'élevage familial (acquisition et/ou construction d'abris) ;
- création de petites unités de fabrication d'aliments de bétail ;
- création de petites unités de collecte de lait.

f) Valorisation des produits agricoles :

- réalisation d'ateliers de conditionnement et de transformation de la laine ;
- réalisation d'ateliers de conditionnement et de transformation de l'alfa ;
- réalisation d'ateliers de conditionnement et de transformation du lait ;
- réalisation d'ateliers de conditionnement et de transformation des produits végétaux ;
- création de marchés locaux ;
- création de petites distilleries.

2. – Subventions destinées aux opérations de mise en valeur des terres :

- mobilisations de l'eau ;
- alimentation en énergie électrique ;
- voies d'accès aux périmètres ;
- réalisation de l'ensemble des opérations nécessaires à une utilisation rationnelle et optimale du patrimoine foncier à mettre en valeur.

3. – Frais d'études, d'approche, de formation et d'animation.

4. – Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet et notamment :

- meuneries traditionnelles ;
- huileries traditionnelles ;
- forges traditionnelles ;
- sparteries, vanneries ;
- fabrication de tapis ;
- préparation de laine de tonte ;
- tanneries traditionnelles ;
- bourrelleries, selleries ;
- séchage ;
- fabrication d'emballages en bois ;
- fabrication d'articles de liège ;
- fabrication d'aliments de bétail ;
- installation d'équipements et de matériels hydrauliques ;
- réparation de matériels agricoles ;
- réparation de pompes (destinées à l'usage agricole) ;
- conditionnement et transformation des fruits et légumes ;
- conditionnement et transformation des produits animaux ;
- conditionnement et transformation des produits forestiers ;
- séchage des produits végétaux et animaux ;
- distillerie ;
- transport de produits végétaux et de bétail ;
- services et prestations techniques (vétérinaire, phytosanitaire, analyse des sols, travaux agricoles...) ;
- tous travaux de tannerie et de préparation des cuirs et peaux ;
- fabrication d'articles d'harnachement.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011 modifiant l'arrêté du 23 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 9 mars 2010 portant désignation des membres du jury du prix national de la ville verte.

Par arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011, l'arrêté du 23 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 9 mars 2010 portant désignation des membres du jury du prix national de la ville verte est modifié comme suit :

« — M. Farid Nezzar, président du jury, représentant du ministre chargé de l'environnement, en remplacement de M. Zoubair Bensebbane ».

..... (Le reste sans changement)..... ».

————★————

Arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011 modifiant l'arrêté du 23 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 9 mars 2010 portant désignation des membres de la commission interministérielle des espaces verts.

Par arrêté du 16 Joumada Ethania 1432 correspondant au 19 mai 2011, l'arrêté du 23 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 9 mars 2010 portant désignation des membres de la commission interne des espaces verts est modifié comme suit :

— « M. Farid Nezzar, président de la commission, représentant du ministre chargé de l'environnement, en remplacement de M. Zoubair Bensebbane ».

..... (Le reste sans changement) ».

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté interministériel du 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011 complétant l'arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession ».

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » annexée à l'arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003, susvisé.

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » annexée à l'arrêté interministériel du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003, susvisé, est complétée comme suit :

« En recettes :

— (sans changement)

En dépenses :

— (sans changement)

— (sans changement)

— (sans changement)

— (sans changement)

— les frais de gestion des intermédiaires financiers.

Liste des actions éligibles au soutien du fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession.

1- Subventions aux opérations de développement rural :

a) Mise en valeur des terres agricoles :

- débroussaillage ;
- labour ;
- dessouchage ;
- travaux de terrassement en grands déblais ;
- nivellement agricole.

..... (Le reste sans changement)

b) Aménagements hydrauliques :

- réhabilitation de forage ;
- développement de forage ;
- clôture du forage en béton ;
- construction de niches de réseaux d'irrigation ;
- réhabilitation de foggara ;
- construction de retenues collinaires ;
- correction torrentielle ;
- reprofilage des oueds contre l'inondation des aires d'irrigation ;
- assainissement agricole ;
- réalisation des ouvrages hydrauliques en ligne comme :
 - * borne d'irrigation ;
 - * ventouse du réseau d'irrigation ;
 - * vidange hydraulique ;
 - * équipement anti béliet ;
 - * traversée d'ouvrage.
- équipement des stations de filtration et de fertilisation ;
- ouvrages hydrotechniques, hydromécaniques et électromécaniques.

..... (Le reste sans changement)

c) Travaux de conservation du sol :

- confection de cordons de pierres ;
- confection de bourrelets ;
- revégétalisation ;
- plantation de haies vives ;
- pratiques agricoles.

..... (Le reste sans changement)

d) Amélioration des systèmes de production agricole :

- palissage de vigne ;
- greffages oléastres et vignoble ;
- taille de régénération.

..... (Le reste sans changement)

g) Désenclavement :

- ouverture de pistes agricoles, rurales et voies d'accès au périmètre de mise en valeur ;
- réhabilitation et aménagement de pistes agricoles, rurales et voies d'accès au périmètre de mise en valeur.

2- Subventions destinées aux opérations de mise en valeur des terres :

- levé topographique ;
- délimitation du périmètre et morcellement des parcelles avec installation des bénéficiaires ;
- utilisation de l'énergie solaire et/ou énergie éolienne ;
- acquisition de groupes électrogènes et/ou de transformateurs ;
- postes maçonnés.

..... (Le reste sans changement)

3- Frais d'étude, d'approche, de formation et d'animation :

- frais d'étude, de suivi et d'évaluation ;
- frais de formation ;
- suivi et contrôle des réalisations hydrauliques ;
- frais de vulgarisation et d'animation ;
- frais d'approche et de publication dans les journaux .

4- Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des projets en rapport avec son objet et notamment :

- acquisition et transformation de la matière première dans le cadre des travaux de la poterie ».

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

- les frais de gestion du fonds et des dossiers sinistres.
- les frais engagés par les services publics pour les secours d'urgence aux victimes de calamités naturelles,
- versement, au profit du Croissant Rouge Algérien, des dépenses exécutées dans le cadre des aides humanitaires décidées par le Gouvernement au profit d'Etats étrangers victimes de catastrophes.

L'ordonnateur de compte est le Ministre Chargé des Collectivités Locales.

Les modalités d'application du présent article seront déterminées par voie réglementaire.

Art. 94. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-052 intitulé "Fonds National de Développement Agricole", et le compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds de Garantie des Prix à la Production Agricole" sont regroupés en un seul compte d'affectation spéciale n° 302-067 qui s'intitule désormais "Fonds National de Régulation et de Développement Agricole (FNRDA)".

Le ministre chargé de l'Agriculture est l'ordonnateur principal sur ce compte.

Le compte n° 302-067 est ouvert dans les écritures du trésor principal et enregistre :

En Recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- les produits de la para-fiscalité ;
- les produits de placement ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources, contributions ou subventions définies par voie législative.

En Dépenses :

- les subventions assurant la participation de l'Etat pour le développement de la production et la productivité agricole ainsi que sa valorisation, sa commercialisation, son stockage, son conditionnement, voire son exportation.
- les subventions assurant la participation de l'Etat pour les opérations de développement de l'irrigation agricole et de la protection et du développement des patrimoines génétiques animal et végétal.
- les subventions au titre du financement de stocks de sécurité particulièrement celles des céréales et de leurs semences.
- les subventions au titre de la protection des revenus des agriculteurs pour la prise en charge des frais induits par la fixation de prix de référence.
- les subventions au titre du soutien des prix des produits énergétiques utilisés en agriculture.
- la bonification d'intérêt des crédits agricole et agro-alimentaire à court moyen et long terme.

Sont éligibles au soutien sur le Fonds National de Régulation et de Développement Agricole :

- les agriculteurs et les éleveurs à titre individuel ou organisés en coopératives, groupement ou association.
- Les entreprises économiques publiques et privées intervenant dans les activités de production agricole, de transformation, de commercialisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires.

Peuvent également être pris en charge par le FNRDA les frais liés aux études de faisabilité, à la formation professionnelle, à la vulgarisation et au suivi d'exécution des projets en rapport avec son objet.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application des dispositions du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Art. 95. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-070 intitulé "Fonds de la Promotion Zoosanitaire" est clôturé.

Le solde de ce compte est versé au profit du compte d'affectation spéciale n° 302-071 qui s'intitule désormais "Fonds de la Promotion Zoosanitaire et de la Protection Phytosanitaire".

Le ministre chargé de l'Agriculture est ordonnateur sur ce compte.

Le compte n° 302-071 est ouvert dans les écritures du trésor principal et enregistre :

En Recettes :

- le produit des redevances de contrôle sanitaire prévues par la loi 88-08 du 26 Janvier 1988 ;
- le produit de ressources de contrôle phytosanitaire et d'homologation des produits phytosanitaires ;
- les contributions de groupements de la protection des végétaux ;
- le produit des taxes parafiscales instituées au profits du fonds ;
- les dotations du budget de l'Etat ;
- les dons et legs.

En Dépenses :

- les dépenses liées aux actions de développement de la santé animale ;
- les dépenses liées aux abattages obligatoires décidés à la suite d'épizooties ou de maladies infectieuses ;
- les dépenses liées aux campagnes prophylactiques ;
- les dépenses liées aux actions de protection phytosanitaire ;
- les dépenses liées aux indemnisations des pertes ou des dommages occasionnées aux exploitants du fait des opérations de lutte contre les maladies et ennemis des cultures ;
- les dépenses liées à la lutte préventive pour la sauvegarde des cultures.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Art. 96. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-060 intitulé "Fonds National pour la Réinsertion et la Promotion Socio-professionnelle des Jeunes" est clôturé et son solde versé au compte de résultats du Trésor.

Les modalités d'application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

Art. 97. — Les comptes d'affectation spéciale désignés ci-après sont clôturés et leur solde transporté au compte de résultats du Trésor :

302-046 : "Acquisition de matériels automobiles par la DGSN et la DGPC".

302-059 : "Fonds de Promotion de la Presse Ecrite et Audiovisuelle".

Les modalités d'application du présent article seront précisées par voie réglementaire.

CHAPITRE IV

**Dispositions diverses applicables
aux opérations financières de l'Etat**

Art. 98. — Ont un caractère provisionnel, les crédits inscrits à des chapitres abritant les dépenses de fonctionnement énumérées ci-après :

- 1/ Rémunérations principales ;
- 2/ Indemnités et allocations diverses ;
- 3/ Salaires et accessoires de salaires des personnels vacataires et journaliers ;
- 4/ Prestations à caractère familial ;

A titre prévisionnel et pour l'année 2002, cette contribution est fixée à vingt quatre milliards de dinars (24.000.000.000 DA).

Sont à la charge du budget de l'Etat, les dépenses de prévention, de formation, de recherche médicale et les soins prodigués aux démunis non assurés sociaux.

Chapitre III

Comptes spéciaux du Trésor

Art. 223. — Les dispositions de l'article 67 de la loi n° 2000-06 du 27 Ramadhan 1421 correspondant au 23 décembre 2000 portant loi de finances pour 2001 sont complétées et rédigées comme suit :

"Le compte 302-104 peut présenter un solde débiteur dont le montant sera régularisé sur les crédits budgétaires, ou, en tant que de besoin, imputé au compte de résultats du Trésor".

Art. 224. — Les dispositions de l'article 16 de l'ordonnance n° 96-14 du 8 Safar 1417 correspondant au 24 juin 1996 portant loi de finances complémentaire pour 1996 sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art. 16. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-087 intitulé "Fonds national de soutien à l'emploi des jeunes".

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

— l'octroi de prêts non rémunérés consentis aux jeunes promoteurs ... (sans changement jusqu'à) visé ci-dessous.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la solidarité nationale.

La gestion de ce compte ... (le reste sans changement) ...".

Art. 225. — Les dispositions de l'article 95 de la loi n° 99 -11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art 95. — Le compte d'affectation spéciale ... (sans changement jusqu'à) la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 :

— le produit des ressources de contrôle phytosanitaire et d'homologation des produits phytosanitaires dont les tarifs sont fixés par voie réglementaire.

— les contributions de groupements (le reste sans changement)...".

Art. 226. — Sont transférés au Fonds de garantie automobiles, les recettes et les dépenses du Fonds spécial d'indemnisation institué par l'article 32, modifié et complété, de l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974, relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages.

Art. 227. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-107 intitulé "Fonds d'appui aux investissements".

— les entreprises économiques publiques et privées, y compris les établissements publics à caractère industriel et commercial, intervenant dans les activités de production agricole de transformation, de commercialisation et d'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires, signataires d'un cahier des charges définissant les droits et obligations des bénéficiaires de ce fonds.

Art. 7. — La mise en œuvre de la protection des revenus concernant les céréaliculteurs peut être prise en charge, pour le compte de l'Etat, par tout opérateur économique assurant la collecte, le stockage, ou la transformation des produits concernés, sur la base d'une convention passée avec l'administration du ministère chargé de l'agriculture.

La protection du revenu est déterminée par le soutien des prix à la production agricole par rapport aux prix de référence.

Art. 8. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application du présent article seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances.

Art. 9. — Les modalités du suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé "Fonds national de régulation et de développement agricole" seront précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances.

Art. 10. — Les dispositions du décret exécutif n° 93-66 du 1er mars 1993 et du décret exécutif n° 95-73 du 3 Chaoual 1415 correspondant au 4 mars 1995, susvisés, sont abrogées.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

————★————

Décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP".

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative à la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment ses articles 89 et 95 ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-219 du 11 Rabie Ethani 1414 correspondant au 27 septembre 1993 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 "Fonds pour la protection phytosanitaire" ;

Vu le décret exécutif n° 93-220 du 11 Rabie Ethani 1414 correspondant au 27 septembre 1993 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-070 "Fonds pour la protection zoosanitaire" ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire (FPZPP)".

Art. 2. — Le compte n° 302-071 "FPZPP" est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Le compte n° 302-071 "FPZPP" retrace :

1) En recettes :

— les produits des redevances de contrôle sanitaire prévues par la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée ;

— les produits de ressources de contrôle phytosanitaire et d'homologation des produits phytosanitaires ;

— les contributions de groupements de la protection des végétaux ;

— les produits des taxes parafiscales instituées au profit du fonds ;

— les dotations du budget de l'Etat ;

— les dons et legs.

2) En Dépenses :

- les dépenses liées aux actions de développement de la santé animale ;
- les dépenses liées aux abattages obligatoires décidés à la suite d'épizooties ou de maladies infectieuses ;
- les dépenses liées aux campagnes prophylactiques ;
- les dépenses liées aux actions de protection phytosanitaire ;
- les dépenses liées aux indemnisations des pertes ou des dommages occasionnés aux exploitants du fait des opérations de lutte contre les maladies et ennemis des cultures ;
- les dépenses liées à la lutte préventive pour la sauvegarde des cultures.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé " Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP".

Art. 4. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-071 "FPZPP" fera l'objet d'un programme d'action arrêté par le ministre chargé de l'agriculture précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 5. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées.

Les modalités d'application du présent article seront précisées, en tant que de besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances.

Art. 6. — Les modalités du suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé " Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP " seront précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé des finances.

Art. 7. — Les dispositions des décrets exécutifs n° 93-219 et n° 93-220 du 11 Rabie Ethani 1414 correspondant au 27 septembre 1993, susvisés, sont abrogées.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

Décret exécutif n° 2000-121 du 30 Safar 1421 correspondant au 3 juin 2000 complétant la liste des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail et de la protection sociale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret n° 80-59 du 8 mars 1980 portant création, organisation et fonctionnement des centres médico-pédagogiques et des centres d'enseignements spécialisés pour l'enfance handicapée, notamment son article 3;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-267 du 15 septembre 1990 portant création de centres d'enseignements spécialisés et de centres médico-pédagogiques pour l'enfance handicapée et complétant les listes annexées au décret n° 87-259 du 1er décembre 1987;

Vu le décret exécutif n° 96-406 du 8 Rajab 1417 correspondant au 19 novembre 1996 fixant les attributions du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 80-59 du 8 mars 1980, susvisé, la liste des centres médico-pédagogiques pour enfants inadaptés mentaux est complétée par la création de deux (2) centres dont l'implantation et les sièges sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

WILAYA D'IMPLANTATION	SIEGE DE L'ETABLISSEMENT
39 — El Oued	2 — Djemâa
47 — Ghardaïa	2 — Daya Ben Dahoua

.....(Le reste sans changement).....

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Safar 1421 correspondant au 3 juin 2000.

Ahmed BENBITOUR.

DECRETS

Décret exécutif n° 02-264 du 10 Jomada Ethania 1423 correspondant au 19 août 2002, modifiant et complétant le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoo-sanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP".

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment ses articles 89 et 95 ;

Vu la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, notamment son article 225 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire - FPZPP" ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 225 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001, portant loi de finances pour 2002, le présent décret a pour objet de modifier et compléter le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 susvisé, sont modifiées et complétées comme suit :

"Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

— (Sans changement jusqu'à) : la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988.

— Le produit des ressources de contrôle phytosanitaire et d'homologation des produits phytosanitaires dont les tarifs sont fixés par voie réglementaire.

— Les contributions de groupements (le reste sans changement)".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Jomada Ethania 1423 correspondant au 19 août 2002.

Ali BENFLIS.



Décret exécutif n° 02-265 du 12 Jomada Ethania 1423 correspondant au 21 août 2002 modifiant la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2002.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002 ;

Vu l'ordonnance n° 02-01 du 13 Dhou El Hidja 1422 correspondant au 25 février 2002 portant loi de finances complémentaire pour 2002 ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

9.1.8 – plantations arboricoles, viticoles et pastorales ;

9.1.9 – fabrication de petits outillages agricoles dans le cadre artisanal ou PME-PMI ;

9.1.10 – équipement pour la production artisanale rurale liée à l'activité agricole ;

9.1.11 – équipements de valorisation et de transformation de sous produits d'origine végétale et animale (valorisation de sous produits agricoles et/ou agro-alimentaires) ;

9.1.12 – constructions et/ou aménagements d'infrastructures de fabrication d'emballage pour le conditionnement des produits à usage agricole et agro-alimentaire.

9.2 – Crédits d'exploitation :

9.2.1 – productions végétales ;

9.2.2 – élevages destinés à la production laitière ;

9.2.3 – apiculture ;

9.2.4 – cuniculiculture ;

9.2.5 – aviculture ;

9.2.6 – production de semences et plants ;

9.2.7 – production de géniteurs animaux ;

9.2.8 – transformation et valorisation des produits agricoles.

10. Encadrement des actions :

10.1 – études de faisabilité ;

10.2 – formation professionnelle ;

10.3 – vulgarisation agricole ;

10.4 – suivi d'exécution des projets ;

10.5 – frais de gestion du fonds.

Les actions ci-dessus énumérées concernent les filières suivantes :

— lait ;

— apiculture ;

— aviculture ;

— cuniculiculture ;

— élevages bovin, ovin, caprin, camelin, équin ;

— pomme de terre ;

— plasticulture ;

— céréaliculture ;

— légumes secs ;

— cultures fourragères ;

— arboriculture fruitière (rosacées à noyaux, pépins et rustiques) ;

— viticulture ;

— oléiculture ;

— agrumiculture ;

— phoeniciculture ;

— cultures industrielles (tomates, tabac, oléagineux, betterave sucrière, coton...) ;

— semences végétales et animales ;

— plants arboricoles et viticoles ;

— animaux de reproduction ;

— insémination artificielle.

-----★-----

Arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire".

Le ministre des finances et,

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment ses articles 89 et 95 ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire", notamment son article 3 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, susvisé, le présent arrêté a pour objet de déterminer la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé "Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire".

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 suscité est fixée à l'annexe du présent arrêté;

Elle peut être révisée dans la même forme.

Art. 3. — Les détails des actions éligibles et les modalités d'application du présent arrêté feront l'objet d'instructions spécifiques du ministre de l'agriculture.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire;

Fait à Alger, le 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000.

Le ministre des finances, Le ministre de l'agriculture,
Abdellatif BENACHENHOU Saïd BARKAT

ANNEXE

**NOMENCLATURE DES RECETTES
ET DES DEPENSES DU COMPTE
D'AFFECTATION SPECIALE N° 302-071
INTITULÉ "FONDS DE LA PROMOTION
ZOOSANITAIRE ET DE LA PROTECTION
PHYTOSANITAIRE"**

CHAPITRE I

DES RECETTES DU COMPTE

- * le produit des redevances de contrôle sanitaire ;
- * le produit de ressources de contrôle phytosanitaire et d'homologation des produits phytosanitaires ;
- * les contributions des groupements de la protection des végétaux ;
- * le produit des taxes parafiscales instituées au profit du fonds ;
- * les dotations du budget de l'Etat ;
- * les dons et legs.

CHAPITRE II

DES DEPENSES IMPUTABLES AU COMPTE

- * dépenses liées aux actions de développement de la santé animale ;
- * dépenses liées aux abattages obligatoires décidées à la suite d'épizooties ou de maladies infectieuses ;
- * dépenses liées aux campagnes prophylactiques ;
- * dépenses liées aux actions de la protection phytosanitaire ;
- * dépenses liées aux indemnisations des pertes ou des dommages occasionnés aux exploitants du fait des opérations de lutte contre les maladies et ennemis des cultures ;
- * dépenses liées à la lutte préventive pour la sauvegarde des cultures.

1. Les dépenses liées aux actions de développement de la santé animale :

Visent :

1.1 – L'amélioration de l'intervention du personnel vétérinaire, pour permettre une intervention rapide contre l'introduction de maladies exotiques à travers :

1.1.1 – la réalisation de centres servant d'observatoire de santé animale ;

1.1.2 – l'acquisition d'animaux sentinelles ;

1.1.3 – l'acquisition de moyens de communication et de traitement de données épidémiologiques ;

1.1.4 – les enquêtes de séro-surveillance vis-à-vis des maladies exotiques menaçant notre patrimoine animalier ;

1.1.5 – la réalisation d'enquêtes épidémiologiques aux fins de maîtrise du statut sanitaire du pays.

1.2 – La maîtrise du statut sanitaire et du contrôle sanitaire, à travers :

1.2.1 – le contrôle des médicaments et produits biologiques vétérinaires ;

1.2.2 – L'équipement des postes frontières en moyens permettant le contrôle sanitaire ;

1.2.3 – l'équipement, l'aménagement et la rénovation, des centres de quarantaine ;

1.2.4 – l'acquisition du matériel d'identification des animaux ;

1.2.5 – l'indemnisation des experts, désignés par le ministre chargé de l'agriculture, chargés des études technico-administratives des dossiers relatifs aux autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage vétérinaire ;

1.2.6 – l'indemnisation des experts, désignés par le ministre chargé de l'agriculture, chargés des expertises cliniques, pharmaco-toxicologiques et biochimiques des médicaments à usage vétérinaire.

1.3 – L'amélioration des connaissances techniques et scientifiques des éleveurs et des personnels d'encadrement de la santé animale et de la santé publique vétérinaire, par :

1.3.1 – l'organisation de journées de sensibilisation et de vulgarisation des techniques de protection et de lutte contre les maladies exotiques menaçant le pays ou ayant des conséquences négatives sur l'économie et/ou la santé publique ;

1.3.2 – la prise en charge des moyens d'impression et de diffusion des informations scientifiques et techniques liées aux campagnes ;

1.3.3 – le renforcement de la prise en charge de l'encadrement sanitaire de l'élevage camelin.

1.4 – Le renforcement de la maîtrise des centres nécessitant une haute sécurité sanitaire, afin de diminuer les risques de nature chimique ou biologique inhérents aux centres diffuseurs potentiels d'agents pathogènes et de produits nuisibles à la santé animale et/ou santé publique vétérinaire, à travers :

1.4.1 – l'équipement sanitaire des unités de transformation des denrées d'origine animale ;

1.4.2 – l'équipement sanitaire des structures d'abattage ;

1.4.3 – l'équipement sanitaire des stations de monte et d'insémination artificielle ;

1.4.4 – l'équipement des laboratoires d'auto-contrôle des unités de transformation des produits animaux, d'origine animale et de l'alimentation du bétail ;

1.4.5 – l'équipement et la rénovation des bains anti-tiques ;

1.4.6 – l'équipement complémentaire des laboratoires de diagnostic et de pharmaco-vigilance.

2 – Les dépenses liées aux abattages obligatoires décidés à la suite d'épizooties ou de maladies infectieuses :

Par ces dépenses, il est entendu :

2.1 – l'indemnisation des propriétaires des animaux abattus dans le cadre d'un programme de prophylaxie nationale ou régionale ;

2.2 – la prise en charge des dépenses inhérentes à la destruction et/ou à l'incinération des cadavres d'animaux abattus ou faisant suite à une mortalité d'une maladie entrant dans un programme de prophylaxie nationale.

3 – Les dépenses liées aux campagnes prophylactiques :

Visent :

3.1 – Le financement et l'acquisition de vaccins, produits biologiques et tout autre produit indispensable à la prévention et à la lutte contre les pathologies, à travers :

3.1.1 – l'acquisition de vaccins servant de stocks de sécurité ;

3.1.2 – l'acquisition des vaccins entrant dans le cadre d'un programme de prophylaxie nationale ou régionale ;

3.1.3 – l'acquisition de produits biologiques et tous produits de prévention ou de traitement médical pour faire face à des situations d'urgence ;

3.1.4 – l'acquisition de matériel de prophylaxie entrant dans le cadre des programmes de prophylaxie nationale ;

3.1.5 – l'acquisition du matériel de protection pour le personnel vétérinaire participant aux programmes de prophylaxie nationale.

3.2 – Les frais de fonctionnement liés aux campagnes, à travers :

3.2.1 – la prise en charge des frais d'acheminement de vaccins, de prélèvements et d'analyses entrant dans le cadre d'un programme de prophylaxie nationale ;

3.2.2 – l'acquisition de carburant dans le cadre de programmes d'épidémiologie-surveillance ou de prophylaxie nationale ;

3.2.3 – la prise en charge des praticiens privés réquisitionnés dans le cadre des campagnes de prévention et de lutte.

4 – Dépenses liées aux actions de la protection phytosanitaire :

4.1 – Les actions de soutien partiel, envisagées dans ce cadre concernent :

4.1.1 – les opérations d'analyses et de diagnostics phytosanitaires, phytotechniques et des pesticides au profit de l'autorité phytosanitaire ;

4.1.2 – la réalisation des programmes d'évaluation biologique pour l'homologation de pesticides et variétés ;

4.1.3 – les campagnes d'information et de sensibilisation en matière de protection phytosanitaire et de production de semences et plants.

4.2 – Les actions de soutien temporaire et à caractère urgent, envisagées dans ce cadre, concernent :

4.2.1 – l'amélioration des conditions de surveillance et/ou d'intervention contre les ennemis courants des cultures ;

4.2.2 – la réalisation des opérations d'enquêtes épidémiologiques.

5 – Les dépenses liées aux indemnisations des pertes ou des dommages occasionnés aux exploitants du fait des opérations de lutte contre les maladies et ennemis des cultures :

Les actions obligatoires retenues dans ce cadre, portent sur :

5.1 – les indemnisations des opérations de destruction ou d'arrachage de cultures et récoltes, effectuées dans le cadre de la lutte rendue obligatoire par voie réglementaire contre les ennemis prohibés des végétaux ;

5.2 – l'aide à la destruction exigée par l'autorité phytosanitaire, contre les premiers foyers d'infestation et de contamination, pouvant constituer une menace pour la production nationale.

6 – Les dépenses liées à la lutte préventive pour la sauvegarde des cultures :

Les actions de soutien partiel ou temporaire, envisagées dans ce cadre concernent :

6.1 – l'aide à la mise en place et au fonctionnement du réseau national de surveillance phytosanitaire, par la mise en place de réseau informatique ;

6.2 – l'aide pour les campagnes de lutte contre les fléaux agricoles, fixées par textes réglementaires.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté interministériel du 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire ».

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000 déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et de compléter la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 annexée à l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000, susvisé.

Art. 2. — La nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé «Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire» annexée à l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000, susvisé, est modifiée et complétée comme suit :

« Des dépenses imputables au compte :

1. Les dépenses liées aux actions de développement de la santé animale :

.....(sans changement).....

1.3 — L'amélioration des connaissances techniques et scientifiques des éleveurs et des personnels d'encadrement de la santé animale et de la santé publique vétérinaire, par :

1.3.1 —(sans changement).....

1.3.2 —(sans changement).....

1.3.3 —(sans changement).....

1.3.4 — l'organisation d'ateliers de mise à niveau.

3. Les dépenses liées aux campagnes prophylactiques :

3.1 —(sans changement).....

3.2 — les frais de fonctionnement liés aux campagnes à travers :

3.2.1 —(sans changement).....

3.2.2 —(sans changement).....

3.2.3 — la prise en charge des praticiens privés et des agents réquisitionnés dans le cadre des campagnes de prévention et de lutte contre les maladies.

3.2.4 — la prise en charge des agents mobilisés dans le cadre de campagnes de prévention et de lutte lors d'épizooties.

4. Dépenses liées aux actions de la protection phytosanitaire :

4.1 — Les actions de soutien partiel, envisagées dans ce cadre concernent :

4.1.1 —(sans changement).....

4.1.2 —(sans changement).....

4.1.3 —(sans changement).....

4.1.4 — les frais liés aux études des dossiers d'homologation ;

4.1.5 — l'organisation de journées de vulgarisation, de sensibilisation et de rencontres scientifiques et techniques.

4.2 —(sans changement)... ».

4.3 — Les frais liés aux campagnes de prévention et de lutte, envisagées dans ce cadre concernent :

4.3.1 — l'acquisition des produits phytosanitaires à usage agricole et de tout autre produit de prévention et de lutte pour les campagnes agricoles ;

4.3.2 — la prise en charge des frais d'impression des documents officiels servant au contrôle phytosanitaire et phytotechnique et des informations techniques au profit du personnel phytosanitaire et des agriculteurs ;

4.3.3 — l'acquisition de carburants dans le cadre des programmes de prévention et de lutte ;

4.3.4 — la prise en charge des frais de déplacement des agents intervenant dans les campagnes de prévention et de lutte ;

4.3.5 — la prise en charge des frais en cas de recours à des prestataires de services ;

4.3.6 — les frais de publication dans les journaux.

Les points 5 et 6 (sans changement).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 13 février 2011.

Le ministre
des finances

Le ministre de l'agriculture et
du développement rural

Karim DJOUDI

Rachid BENAÏSSA

— — — — ★ — — — —

Arrêté interministériel du 18 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 21 février 2011 fixant l'organisation interne de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage.

— — — —

Le secrétaire général du Gouvernement,

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, portant création de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, notamment son article 21 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture, ;

Vu le décret exécutif n° 03-190 du 26 Safar 1424 correspondant au 28 avril 2003 fixant les attributions du directeur général de la fonction publique ;

Vu le décret présidentiel du 7 Rabie Ethani 1423 correspondant au 18 juin 2002 portant nomination du secrétaire général du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 21 du décret n° 87-15 du 13 janvier 1987, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer l'organisation interne de l'institut national des sols, de l'irrigation et du drainage, ci-après désigné « l'institut ».

Art. 2. — Sous l'autorité du directeur général, l'organisation interne de l'institut comprend cinq (5) départements :

- le département de la cartographie, de la préservation des sols et des systèmes d'information ;
- le département de la mise en valeur ;
- le département de l'agro-météorologie ;

- le département de l'irrigation et du drainage ;
- le département de l'administration et des finances ;
- les stations expérimentales ;
- les laboratoires ;
- les antennes régionales et/ou de wilayas.

1 - Le département de la cartographie, de la préservation des sols et des systèmes d'information est chargé :

- d'assurer la conduite des programmes d'études, de développement des techniques et des méthodes ;
- de déterminer les aptitudes culturales des sols agricoles.

Il comprend trois (3) services :

- le service de la préservation et de l'aménagement des terres agricoles ;
- le service des aptitudes culturales ;
- le service de l'inventaire et de la cartographie des sols.

2 - Le département de la mise en valeur est chargé :

- de définir les techniques de bonification des sols et les modalités d'application des engrais ;
- du suivi technique de la mise en valeur au niveau du secteur productif.

Il comprend trois (3) services :

- le service de la bonification et de la fertilisation ;
- le service du suivi de la mise en valeur ;
- le service des systèmes de culture.

3 - Le département de l'agro-météorologie est chargé :

- de l'exploitation des paramètres météorologiques ;
- de contribuer aux études visant à déterminer les besoins des cultures en eau et à adapter les modèles des prévisions pouvant faciliter les estimations des rendements des récoltes.

Il comprend trois (3) services :

- le service des études des paramètres agro-météorologiques ;
- le service des besoins des plantes en eau ;
- le service des estimations et prévisions des rendements.

Arrêté interministériel du 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012 fixant les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire ».

— — — —

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1426 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire », notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 25 juin 2000, modifié et complété, déterminant la nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire » ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n° 2000-119 du 26 Safar 1421 correspondant au 30 mai 2000, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire ».

Art. 2. — Les dépenses relatives au financement des actions éligibles au fonds susvisé sont assurées par la banque de l'agriculture et du développement rural désignée en tant qu'intermédiaire financier chargé de la mise en œuvre des actions de soutien de l'Etat imputables sur ce compte d'affectation spéciale.

Art. 3. — Les dotations financières relatives au financement des actions éligibles à ce fonds sont allouées sur la base d'une convention établie entre le ministère de l'agriculture et du développement rural et l'intermédiaire financier sus-cité, définissant les modalités et les procédures qui régissent les relations entre les deux parties.

Art. 4. — L'éligibilité des actions au soutien sur le Fonds de la promotion zoosanitaire et de la protection phytosanitaire, leur suivi et leur évaluation sont assurés par les services concernés du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — Les modalités de traitement, de mise en œuvre des actions, la démarche et les procédures pour l'éligibilité au soutien de ce fonds sont définies par décision du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 6. — Un état récapitulatif de chaque opération ayant fait l'objet d'un financement du fonds et son utilisation est transmis par les directions des services agricoles de wilayas aux services concernés de l'administration centrale du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 7. — Dans le cadre du suivi de ce fonds, il est transmis, au ministère des finances, une situation trimestrielle des engagements sur support papier et électronique, par filière et par wilaya, selon la nomenclature du fonds, tel que précisé par l'arrêté interministériel portant définition de la nomenclature des recettes et des dépenses et déclinée également selon la nomenclature détaillée conformément aux décisions du ministre chargé de l'agriculture en précisant :

— la nature de l'opération et le nombre de bénéficiaires ;

— le montant engagé par catégorie d'opération ;

— le montant décaissé par catégorie d'opération ;

— le solde dégagé de l'opération.

Art. 8. — Les subventions accordées sont contrôlées par les organes habilités de l'Etat conformément aux procédures législatives et réglementaires en vigueur.

Les subventions octroyées conformément à la nomenclature des actions ne doivent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été accordées.

Art. 9. — Toute libération de tranche de crédits est tributaire de la remise des justificatifs cités à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Joumada Ethania 1433 correspondant au 16 mai 2012.

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Le ministre de l'agriculture
et du développement rural

Rachid BENAÏSSA

Ce compte retrace :

En recettes :

la quote-part du produit de la taxe sur les transactions des véhicules neufs ;

la contribution des concessionnaires de véhicules ;

les dons et legs.

En dépenses :

les dépenses de soutien des tarifs des transports publics.

transports.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 52. Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;

- le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;

- les dons et legs ;

- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- la couverture totale des charges d'intérêts des éleveurs et petits exploitants ;

- les subventions de l'Etat au développement de l'élevage et de la production agricole.

L'ordonnateur de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art. 53. Les dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n° 05-05 du 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005 sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 24. — Il est ouvert (sans changement jusqu'à) micro crédit.

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

l'octroi des prêts non rémunérés consentis (sans changement) ;

l'octroi des prêts non rémunérés au titre (sans changement) ;

la bonification des taux d'intérêt (sans changement) ;

les frais de gestion (sans changement)

Le niveau de ces frais de gestion est fixé, à partir du 1er janvier 2008, par l'agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM).

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la solidarité nationale (le reste sans changement) ».

Art. 54. Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale intitulé : "Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009".

Ce compte retrace :

En recettes :

les dotations du budget de l'Etat ;

les contributions éventuelles des collectivités locales ;

les contributions des organismes nationaux ;

les dons et legs ;

toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement du festival.

En dépenses :

les dépenses liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement du festival panafricain 2009.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la culture.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.»

Art. 55. Les dispositions de l'article 227 de la loi n° 01-21 du 7 Chaoual 1422 correspondant au 22 décembre 2001 portant loi de finances pour 2002, modifiées et complétées, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 227. — Il est ouvert dans les écritures du trésor, un compte d'affectation spécial n° 302-107 intitulé «Fonds d'appui à l'investissement ».

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien du « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » (FLDPPS) :

Les éleveurs à titre (sans changement)..... ;
Les collectivités (sans changement)..... ;
Les entreprises (sans changement)..... ;
Les fermes pilotes.
..... (le reste sans changement)..... ».

Art. 92. — Les dispositions de *l'article 118* de la loi n° 02-11 du 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 118.* — Ce compte retrace

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— les subventions(sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais d'étude (sans changement)..... ;
— toutes autres dépenses (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

.....(le reste sans changement..... ».

Art. 93. — Les dispositions de *l'article 52* de la loi n° 08-02 du 24 juillet 2008 portant loi de finances pour 2008 sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 52.* — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)..... ;

En dépenses :

— la couverture totale (sans changement)..... ;
— les subventions (sans changement)..... ;
— les frais de gestion des intermédiaires financiers. La structure des frais et le montant de cette rémunération seront fixés par voie réglementaire.

Sont éligibles au soutien sur le fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles les éleveurs et les petits exploitants agricoles à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements ou associations.

Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées ».

Art. 94. — L'article 72 de la loi de finances pour 2008 est abrogé.

Art. 95. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302.129 intitulé : "Fonds national de préparation et d'organisation de la manifestation, Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— les dotations du budget de l'Etat ;
— les contributions éventuelles des collectivités locales ;
— les contributions des organismes nationaux ;
— les dons et legs ;
— toutes autres recettes liées à l'organisation et au déroulement de la manifestation ;
— le remboursement d'avances ;
— autres.

En dépenses :

Les dépenses liées à la préparation, à l'organisation et au déroulement de la manifestation « Tlemcen capitale de la culture islamique 2011 » qui sont :

— les dépenses de fonctionnement ;
— les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées ;
— les dépenses de travaux, de mise à niveau, de réfection et de réhabilitation, d'espaces devant accueillir les manifestations culturelles.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de la culture.

Art. 96. — Les dispositions de *l'article 117* de la loi n° 88-33 du 31 décembre 1988 portant loi de finances pour 1989, modifiées et complétées par l'article 70 de la loi n° 07-12 du 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, sont modifiées comme suit :

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles et/ou le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 45. — Les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n° 05-05 du 18 Jouamda Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, complétées par l'article 89 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 28. — Le compte d'affectation spéciale du Trésor n° 302-067 intitulé (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA) (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le directeur des services agricoles.

Les dépenses prévues ci-dessus (le reste sans changement)

Art. 46. — Les dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, complétées par l'article 93 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 52. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-126 (sans changement)

Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

..... (sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles (FSAEPEA).

..... (sans changement)

..... (sans changement)

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

Les modalités d'application (le reste sans changement)

Art. 47. — Les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance n° 10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 68. — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte d'affectation spéciale n° 302-135 intitulé « Fonds de soutien public aux clubs professionnels de football ».

Ce compte retrace :

En recettes :

— une dotation du budget de l'Etat,

— 1 % des revenus des stades réservés aux rencontres de l'équipe nationale ainsi qu'aux clubs professionnels de football,

— 2 % des revenus de sponsoring de la fédération algérienne et de l'équipe nationale ainsi que des clubs professionnels de football,

— les dons et legs.

En dépenses :

Sous réserve des dispositions des articles 52 et 53 de la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, le financement du soutien public aux clubs professionnels de football, à travers la couverture des dépenses liées :

— aux études (sans changement)

— au financement de 80 % (sans changement)...

— à l'acquisition d'autobus ;

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge de 50 % ... (sans changement)...

— à la prise en charge totale (sans changement).... ;

— à la rémunération (sans changement) ;

— au financement du Fonds de roulement du club professionnel de football, pour un montant de 25 millions de dinars annuellement à titre exceptionnel et pour une période de quatre (4) années à compter de la publication de la présente loi au *Journal officiel* ; 50 % de ce financement doit être consacré à l'encadrement, à la formation, à la création d'écoles et de centres de formation et de publicité ainsi qu'au perfectionnement des connaissances des encadreurs de clubs sportifs.

— l'ordonnateur (sans changement) ».

Décret exécutif n° 09-149 du 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 complétant le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole".

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 56 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans ses fonctions du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé "Fonds national de régulation de la production agricole" ;

Après approbation du Président de la République,

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 56 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 05-415 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

"Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations (sans changement) ;
- les produits (sans changement) ;
- la plus-value de la régulation de la production agricole ;
- toutes autres (sans changement) ;

En dépenses :

- les subventions (sans changement) ;
 - les subventions (sans changement) ;
 - la couverture totale des charges d'intérêts des agriculteurs.
- le reste sans changement.....»

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 09-150 du 7 Jomada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 52 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans ses fonctions du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Jomada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 52 de l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Art. 2. — Le compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles », est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- les dons et legs ;
- toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

— la couverture totale des charges d'intérêts des éleveurs et petits exploitants ;

— les subventions de l'Etat au développement de l'élevage et de la production agricole.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte, ainsi que les critères d'éligibilité sur ce fonds.

Art. 4. — Les dépenses prévues ci-dessus sont prises en charge par le canal d'institutions financières spécialisées, les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 5. — Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles », sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture.

Un programme d'action est établi par l'ordonnateur, précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 09-151 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé "Fonds d'appropriation des usages et du développement des technologies de l'information et de la communication."

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 2000-03 du 5 Joumada El Oula 1421 correspondant au 5 août 2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications ;

Vu la loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, notamment son article 58 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

L'autorité de régulation de la poste et des télécommunications consultée ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 58 de la loi n° 08-21 du 2 Moharram 1430 correspondant au 30 décembre 2008, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-128 intitulé "Fonds d'appropriation des usages et du développement des technologies de l'information et de la communication", ci-après désigné "le compte".

Art. 2. — Le compte est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur de ce compte est le ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication.

Art. 3. — Le compte enregistre :

En recettes :

— les subventions de l'Etat ;

— le versement par l'autorité de régulation de la poste et des télécommunications de la contribution à la recherche, à la formation et à la normalisation en matière de télécommunications ;

— autres financements ;

— les dons et legs.

En dépenses :

— les dépenses liées à toutes les actions en liaison avec le programme stratégique - Algérie électronique 2013 (E. Algérie 2013) ;

— Les études ;

— l'assistance technique ;

— la recherche et développement ;

— la promotion des associations professionnelles du secteur.

Un arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication détermine la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur le compte d'affectation spéciale n° 302-128, précité.

DECRETS

Décret exécutif n° 10-79 du 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles ».

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 93 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 93 de l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Ce compte retrace :

En recettes :

..... (sans changement)

En dépenses :

— la couverture totale (sans changement)..... ;

— les subventions (sans changement)..... ;

— les frais de gestion des intermédiaires financiers.

Un arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte ».

Art. 3. — Il est inséré un article 3 bis au décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, susvisé, rédigé comme suit :

« Art. 3 bis. — Sont éligibles au soutien du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » les éleveurs et les petits exploitants agricoles à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements ou associations ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — Les dépenses prévues à l'article 3 ci-dessus, sont prises en charge par des intermédiaires financiers.

Les conditions et modalités de cette prise en charge ainsi que les frais et le montant des rémunérations sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'agriculture ».

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 7 mars 2010.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-08 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds national de développement de l'investissement agricole».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 45 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé «Fonds national de développement de l'investissement agricole » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 45 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de *l'article 2* du décret exécutif n° 05-413 du 22 Ramadhan 1426 correspondant au 25 octobre 2005, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 2.* — Le compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le directeur des services agricoles agit en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 12-09 du 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012 complétant le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles».

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment son article 46 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 46 de la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432 correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, le présent décret a pour objet de compléter les dispositions du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de *l'article 2* du décret exécutif n° 09-150 du 7 Joumada El Oula 1430 correspondant au 2 mai 2009, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 2.* — Le compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles» est ouvert dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture.

Pour les opérations exécutées au niveau de la wilaya, le conservateur des forêts agit en qualité d'ordonnateur secondaire ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1433 correspondant au 9 janvier 2012.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 12-251 du 15 Rajab 1433
correspondant au 5 juin 2012 déterminant
l'organisation et le fonctionnement du fonds de
garantie contre les calamités agricoles.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du
ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 87-20 du 23 décembre 1987 portant loi de
finances pour 1988, notamment son article 202 ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux
activités de médecine vétérinaire et à la protection de la
santé animale, notamment son article 71 ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429
correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole,
notamment ses articles 45, 69 et 70 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada
Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-158 du 26 mai 1990 portant
organisation et fonctionnement du fonds de garantie
contre les calamités agricoles ;

Vu le décret exécutif n° 95-97 du Aouel Dhou El Kaada
1415 correspondant au 1er avril 1995, modifié et
complété, fixant les statuts-types des caisses de mutualité
agricole et définissant les liens juridiques et organiques
entre elles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1er

Objet – Missions

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 202 de la loi n° 87-20 du 23 décembre 1987,
susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer
l'organisation et le fonctionnement du fonds de garantie
contre les calamités agricoles, désigné ci-après :
« le fonds ».

Art. 2. — Le fonds a pour objet :

— d'aider, par des actions urgentes, à la reprise de
l'activité agricole suite à des calamités agricoles ;

— d'indemniser, totalement ou partiellement, les risques
non assurables affectant les exploitations agricoles suite
aux calamités agricoles.

Art. 3.— Les activités devant faire l'objet d'aide à la
reprise ou d'indemnisation sont celles de nature agricole
telles que définies par l'article 45 de la loi n° 08-16 du
Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008,
susvisée.

Chapitre 2

Champ d'application

Art. 4. — Pour la mise en œuvre des dispositions du
présent décret, sont considérées comme :

— **calamités agricoles** : les dommages, d'importance
exceptionnelle, dus à un phénomène naturel contre lequel
les moyens techniques habituels de prévention et de lutte
se sont révélés insuffisants ou inopérants ;

— **actions urgentes destinées à la reprise des
activités agricoles dans les zones touchées par les
calamités agricoles**, notamment :

* le désenclavement des exploitations et parcelles
agricoles ;

* l'arrachage des plantations perdues, le drainage des
parcelles et les travaux des sols nécessaires à la reprise des
cultures ;

* le traitement préventif de protection phytosanitaire et
zoosanitaire ;

* la fourniture des intrants et notamment les plants, les
semences et les cheptels, le cas échéant ;

* toutes autres opérations jugées nécessaires dans les
zones sinistrées concourant à la reprise urgente des
activités agricoles.

TITRE II

ORGANISATION – FONCTIONNEMENT

Chapitre 1er

Ressources – Dépenses

Art. 5. — Les ressources du fonds sont constituées par :

— les dotations du budget de l'Etat et/ou des
collectivités locales ;

— les taxes fiscales ou parafiscales créées au profit du
fonds ;

— les subventions et dons ;

— les produits des placements du fonds ;

— toute autre ressource prévue par les lois et
règlements en vigueur.

Art. 6. — Les dépenses du fonds sont représentées par :

— les aides et indemnités prévues par le présent décret ;

— les frais de gestion du fonds ;

— toute autre dépense mise à la charge du fonds.

Chapitre 2

Le comité technique de wilaya des calamités agricoles

Art. 7. — Il est institué un comité technique de wilaya
des calamités agricoles, ci-après désigné « le comité »,
composé des membres suivants :

— le wali ou son représentant, président ;

— le directeur des services agricoles et/ou le
conservateur des forêts ;

— le trésorier de wilaya ou son représentant ;

— le président de la chambre d'agriculture de wilaya ;

— le président du conseil d'administration de la caisse
régionale de mutualité agricole, sur proposition de la
caisse nationale de mutualité agricole dans le cas où il
existe plusieurs caisses au niveau de la wilaya.

Le comité peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Le secrétariat du comité est assuré par le directeur de la caisse régionale de mutualité agricole sur proposition de la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 8. — Le comité est chargé :

— de diligenter des missions d'enquête, d'expertise et d'évaluation, par la caisse régionale de mutualité agricole territorialement compétente, pour l'établissement de rapports comprenant l'ensemble des données climatologiques, techniques et économiques permettant de dresser un bilan des dégâts occasionnés par les calamités agricoles au niveau des zones et exploitations concernées ;

— de proposer les opérations d'urgence nécessaires pour la reprise des activités agricoles et les aides relatives à la prise en charge des dommages subis par les exploitations agricoles ;

— de valider le bordereau des prix de référence des prestations à réaliser pour le compte des bénéficiaires ;

— de suivre les opérations engagées par la caisse régionale de mutualité agricole dans ce cadre ;

— de rendre compte du déroulement des opérations.

Le comité se réunit sur convocation de son président.

Chapitre 3

Gestion du fonds

Art. 9. — Le fonds intervient en rapport avec son objet sur décision du ministre chargé de l'agriculture, ordonnateur du fonds.

Art. 10. — La gestion du fonds est confiée à la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 11. — Une convention de gestion entre le ministre chargé de l'agriculture et la caisse nationale de mutualité agricole définit les modalités de gestion et de fonctionnement du fonds.

Art. 12. — Les opérations du fonds sont retracées, tant en recettes qu'en dépenses, dans une comptabilité distincte tenue par la caisse nationale de mutualité agricole.

Art. 13. — Les avoirs disponibles du fonds sont placés par la caisse nationale de mutualité agricole auprès de la caisse régionale de mutualité agricole. Les mouvements effectués sur ce compte sont exécutés par le directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole, en application des décisions du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 14. — Les frais engagés par la caisse nationale de mutualité agricole au titre du fonds sont remboursés selon des modalités fixées par la convention prévue par les dispositions de l'article 11 ci-dessus.

Art. 15. — Dans le cadre des opérations financières du fonds, le directeur général de la caisse nationale de mutualité agricole :

— fournit au ministre de l'agriculture et du développement rural, les éléments comptables et financiers relatifs à la gestion du fonds ;

— arrête les comptes du fonds pour l'exercice écoulé ;

— adresse, aux ministres chargés des finances et de l'agriculture, un rapport annuel sur les opérations dudit fonds ;

— met à exécution les actions nécessaires au recouvrement des indemnités indûment perçues.

Art. 16. — Le contrôle des opérations effectuées par la caisse nationale de mutualité agricole, pour le compte du fonds, est exercé conformément aux lois et règlements en vigueur.

TITRE III

PROCEDURES ET CONDITIONS D'INDEMNISATION ET DE REPRISE DES ACTIVITES AGRICOLES

Art. 17. — Au vu du rapport du comité et notamment des propositions des rapports de la mission d'expertise prévue à l'article 8 ci-dessus, un arrêté conjoint portant déclaration des « zones sinistrées » des communes concernées est pris par les ministres chargés respectivement de l'intérieur, des finances et de l'agriculture.

Art. 18. — Les dépenses pour les actions d'urgence peuvent être engagées sur décision du ministre chargé de l'agriculture, dès la survenance de la calamité.

Art. 19. — Pour la prise en charge des dommages, les demandes sont déposées par le sinistré ou ses ayants droit auprès de la caisse régionale de mutualité agricole ou, le cas échéant, au niveau de la subdivision agricole, territorialement compétente.

Art. 20. — Les experts agréés, désignés par le directeur de la caisse régionale de mutualité agricole, s'assurent de l'exactitude des renseignements fournis et du bien-fondé de la déclaration. Ils demandent toute justification nécessaire.

Art. 21. — Le directeur de la caisse régionale de mutualité agricole adresse au comité la liste des sinistrés et les conclusions des expertises réalisées.

Art. 22. — Les victimes des dommages, objet du présent décret, peuvent introduire tout recours auprès du ministre chargé de l'agriculture.

Art. 23. — Le comité, après approbation du rapport d'expertise et d'évaluation du montant d'aide nécessaire à la reconstitution des moyens de production et/ou d'exploitation, présente au ministre chargé de l'agriculture les montants à affecter pour la wilaya concernée.

Le ministre chargé de l'agriculture valide les montants pour la reprise de l'activité agricole.

Art. 24. — Les dispositions du décret exécutif n° 90-158 du 26 mai 1990 portant organisation et fonctionnement des fonds de garantie contre les calamités agricoles, sont abrogées.

Art. 25. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rajab 1433 correspondant au 5 juin 2012.

Ahmed OUYAHIA.